



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL DU GROUPE
FEDON
AU 30 JUIN 2013**

Sommaire

Sommaire	2
Organes sociaux et informations générales.....	3
Données synthétiques consolidées	5
Rapport de Gestion du Groupe Fedon pour l'exercice clos au 30 juin 2013.....	7
États financiers consolidés	17
Bilan consolidé.....	17
Compte de résultat consolidé	18
État des variations des capitaux propres consolidés	19
État du résultat global	20
État des Flux de Trésorerie consolidé	21
Notes explicatives	23
01. Informations relatives à la Société.....	23
02. Contenu et forme des états financiers consolidés	23
03. Périmètre de consolidation.....	28
04. Conversion des bilans en devise	29
05. Informations sectorielles	29
06. Immeubles, installations et machines.....	33
07. Immeubles de placements	33
08. Actifs incorporels.....	34
09. Écart d'acquisition	35
10. Actifs pour impôts constatés d'avance et impôts différés.....	35
11. Autres actifs non courants.....	35
12. Stocks.....	35
13. Créances sur clients.....	36
14. Créances fiscales	36
15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction	37
16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	37
17. Capital social et réserves.....	37
18. Financements à court et moyen-long terme	38
19. Provisions pour risques et charges	39
20. Avantages du personnel et fonds de retraite	40
21. Dettes commerciales et autres dettes (courantes)	40
22. Dettes fiscales	41
23. Autres actifs et passifs courants	41
24. Autres charges et produits.....	41
25. Impôts.....	45
26. Engagements conditionnels et opérations en cours	45
27. Bénéfice par action.....	46
28. Information sur les parties liées	46
29. Instruments financiers	48
30. Opérations significatives non récurrentes, atypiques et/ou inhabituelles	49
31. Événements significatifs survenus après la clôture de l'exercice.....	49
Attestation relative aux états financiers semestriels consolidés condensés en vertu de l'art. 154 bis, alinéa 5, du décret-loi n° 58 du 24 février 1998.....	50
Rapport des réviseurs comptables.....	51

Organes sociaux et informations générales

CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Callisto Fedon	(Président et administrateur délégué)
Italo Fedon	(administrateur)
Piergiorgio Fedon	(administrateur)
Angelo Da Col	(administrateur)
Franco Andreetta	(administrateur)
Fedon Flora	(administratrice)
Fullin Stefania	(administratrice)

* *En exercice jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2015*

COLLEGIO SINDACALE ** (commissaires aux comptes)

Pio Paolo Benvegnù	(président)
Maurizio Paniz	(commissaire aux comptes titulaire)
Lacedelli Monica	(commissaire aux comptes titulaire)
Bampo Alessandro	(commissaire aux comptes suppléant)
Monti Federica	(commissaire aux comptes suppléante)

** *En exercice jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2015*

DIRIGEANTE CHARGÉE DE LA RÉDACTION DES DOCUMENTS COMPTABLES

Caterina De Bernardo Directrice financière

RAISON SOCIALE ET SIÈGE SOCIAL

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.
Via dell'Occhiale, n° 11 - Vallesella
32040 Domegge di Cadore (BL)
Immatriculation fiscale et TVA n° 00193820255
Inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Belluno sous le n° 00193820255
Capital social 4 902 000 euros, entièrement libéré

ÉTABLISSEMENTS

Siège administratif et opérationnel

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.
Direction commerciale et site de production
Via dell'Industria, n° 5/9 - 32010 Pieve d'Alpago (BL)

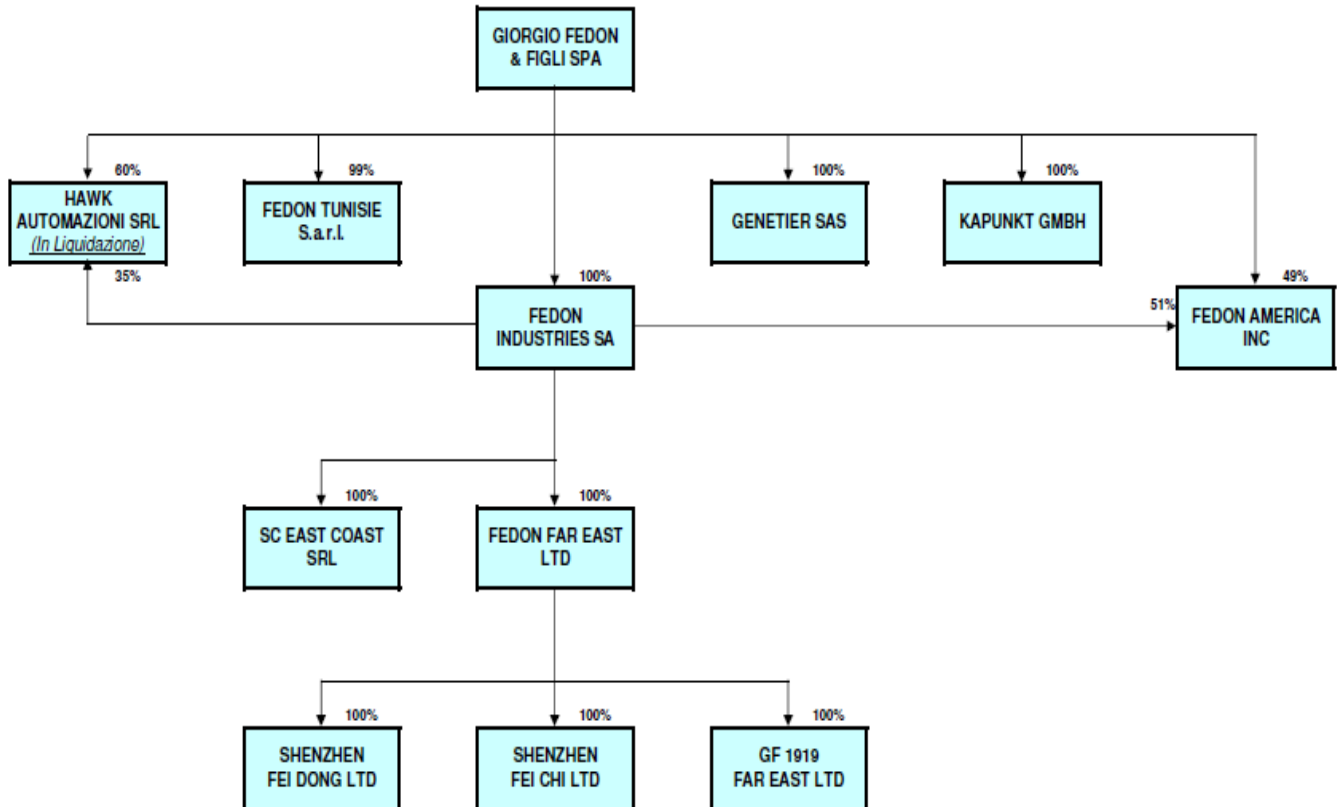
Giorgio Fedon & Figli S.p.A.
Outlet Giorgio Fedon 1919
Via Dell'Occhiale, n° 11 - 32040 Domegge di Cadore (BL)

CABINET D'AUDIT***

Mazars S.p.A.

*** *Mandat conféré jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2016*

Structure du Groupe au 30/06/2013



Données synthétiques consolidées

Avant-propos

Le rapport financier semestriel au 30 juin 2013 (rapport intermédiaire de gestion) est rédigé en vertu de l'art. modifié 154 ter alinéa 2 du décret-loi n° 58/1998 ainsi que du *Regolamento Emittenti* édicté par la Consob. Le présent rapport a été rédigé sur la base des principes comptables internationaux (IFRS) édictés par l'*International Accounting Standards Board (IASB)* et adoptés par l'Union européenne. Il a été rédigé conformément aux dispositions de la norme comptable internationale IAS 34 - Information financière intermédiaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Groupe a adopté la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel ». Les résultats du Groupe au cours des exercices précédents ont été retraités sur la base des dispositions de la norme révisée. Ainsi, le résultat d'exploitation et le bénéfice net du Groupe du premier semestre 2012 ont augmenté de 25 millions d'euros.

Le présent rapport intermédiaire de gestion et plus particulièrement la section intitulée « Évolution prévisible de la gestion, risques et incertitudes » contient des énoncés prévisionnels (« Forward looking statements ») fondés sur les attentes actuelles et les projections du Groupe liées à des événements futurs.

Ces énoncés prévisionnels sont soumis, de par leur nature, à une part intrinsèque de risque et d'incertitude, car ils dépendent de la réalisation de circonstances et de facteurs sur lesquels le Groupe n'a aucune emprise.

Les résultats effectifs pourraient donc différer de façon significative par rapport à ceux reportés dans lesdits énoncés prévisionnels.

Données synthétiques		
(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Produits des ventes et des services	30.586	30.793
Marge brute	2.234 7,30%	2.271 7,38%
Résultat d'exploitation avant amortissement, frais financiers et impôts (EBITDA)	3.030 9,91%	3.041 9,88%
Résultat net du Groupe	1.091 3,57%	1.039 3,37%
Capitaux propres des actionnaires de la société mère	16.358	14.339
Effectif (nombre mensuel moyen)	1.517	1.493
Bénéfice par action		
- base, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	€ 0,59	€ 0,56
- dilué, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	€ 0,59	€ 0,56

L'**EBITDA** est représenté par le résultat d'exploitation avant amortissements. L'**EBITDA** ainsi défini est une mesure utilisée par la direction de la société afin de contrôler et d'évaluer l'évolution opérationnelle de celle-ci et n'est pas identifiée en tant que mesure comptable dans le cadre des IFRS et, par conséquent, ne doit pas être considérée comme une mesure alternative pour l'évaluation de l'évolution du résultat du Groupe. Puisque la composition de l'**EBITDA** n'est pas régie par les principes comptables de référence, le critère de détermination appliqué par le Groupe pourrait ne pas être analogue à celui adopté par d'autres et pourrait donc ne pas être comparable.

Informations de synthèse sur le Groupe

Le Groupe Fedon est depuis de nombreuses années le leader international de la production et de la commercialisation d'étuis à lunettes et d'accessoires pour le secteur optique. Il a depuis longtemps entrepris d'importantes diversifications dans le secteur de la maroquinerie sous la marque Giorgio Fedon 1919.

Les produits Fedon 1919 sont distribués dans le monde entier grâce à un réseau de vente au détail constitué de boutiques monomarque à la fois en gestion directe (à Vallesella di Cadore, Pieve d'Alpago, Paris, Venise, Hong Kong et Shanghai) et en gestion indirecte (à Milan, Belgrade, Pékin, Jakarta).

Le cœur de métier du Groupe reste cependant la production et la commercialisation d'étuis à lunettes destinés aux grands fabricants italiens et étrangers du secteur optique.

Le Groupe Fedon possède trois usines de production, respectivement en Italie, en Roumanie et en Chine, ainsi que quatre filiales commerciales aux États-Unis, à Hong Kong, en Allemagne et en France.



Boutique Fedon 1919 à Pékin

L'activité du Groupe au cours du premier semestre 2013 a enregistré des résultats positifs substantiellement conformes à ceux enregistrés lors de la même période de l'exercice précédent. L'analyse des données synthétiques révèle :

- **CHIFFRE D'AFFAIRES stable à 30 586 milliers d'euros**
- **EBITDA équivalent à 3 030 milliers d'euros, soit 9,91 % du chiffre d'affaires ;**
- **Résultat net du Groupe équivalent à 1 091 milliers d'euros, soit 3,57 % du chiffre d'affaires**
- **Capitaux propres équivalent à 16 358 milliers d'euros**
- **Bénéfice par action de 0,59 euros**

Rapport de Gestion du Groupe Fedon pour l'exercice clos au 30 juin 2013

Informations sur l'évolution de la gestion

Les principaux indicateurs de l'évolution économique au cours des six premiers mois de 2013 sont les suivants.

- Le **chiffre d'affaires** s'élève à **30 586 milliers d'euros** par rapport à 30 793 milliers d'euros au 30 juin 2012, **en baisse de 0,67 %**.
- **EBITDA** : Le résultat d'exploitation avant amortissements s'élève à **3 030 milliers d'euros** et est pratiquement inchangé par rapport à l'exercice de juin dernier où il s'élevait à 3 041 milliers d'euros ;
- Le **résultat d'exploitation** équivaut à **2 234 milliers d'euros**, et est pratiquement inchangé par rapport à l'exercice de juin 2012 où il s'élevait à 2 271 milliers d'euros.
- Le **résultat avant impôt** s'élève à **1 621 milliers d'euros** par rapport à celui de l'exercice précédent, équivalant à 1 781 milliers d'euros, laissant apparaître une **variation négative de 8,9 %** ;
- Enfin, le **résultat net** du Groupe s'élève à **1 091 milliers d'euros** par rapport à 1 039 milliers d'euros réalisés l'année dernière, **en hausse de 5 %**.

Compte de résultat consolidé

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	%	1 ^{er} sem. 2012 (*)	%
Produits des ventes et des services	30.586		30.793	
Autres produits	1.284		352	
Total produits	31.870		31.145	
Achats matières premières et fournitures	(12.908)	-42,20%	(13.233)	-42,98%
Achat de prestation de services	(5.941)	-19,42%	(5.599)	-18,18%
Redevances de crédit-bail	(1.136)	-3,71%	(885)	-2,87%
Charges de personnel	(8.570)	-28,02%	(8.031)	-26,08%
Autres provisions et autres charges	(285)	-0,93%	(355)	-1,15%
EBITDA	3.030	9,91%	3.041	9,88%
Amortissements	(796)	-2,60%	(770)	-2,50%
Résultat d'exploitation	2.234	7,30%	2.271	7,38%
Charges financières	(1.046)	-3,42%	(932)	-3,03%
Produits financiers	433	1,42%	442	1,44%
Résultat avant impôt	1.621	5,30%	1.781	5,78%
Impôts sur les bénéfices	(530)	-1,73%	(743)	-2,41%
Résultat net	1.091	3,57%	1.038	3,37%
Résultat (part des minoritaires)	(0)		(1)	
Résultat net du Groupe	1.091	3,57%	1.039	3,37%

(*) – Les montants ont été retraités à la suite de l'application de la norme comptable IAS 19 révisée qui comprend, entre autres, la modification du principe de comptabilisation des profits et des pertes actuariels relatifs aux indemnités de fin de contrat du personnel et aux fonds de retraite. Pour de plus amples détails, veuillez consulter le paragraphe n° 2 Critères d'évaluation – Nouveaux principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1^{er} janvier 2013 dans les notes explicatives.

Le semestre clos au 30 juin 2013 indique donc un résultat net de 1 091 milliers d'euros par rapport au résultat du semestre clos au 30 juin 2012 équivalant à 1 039 milliers d'euros.

Par ailleurs, il convient de signaler d'emblée que le compte de résultat au 30 juin 2013 est influencé par le montant significatif de la plus-value réalisée par la Société mère en raison de la cession de l'immeuble sis à Vallesella di Cadore, dénommé « Palazzo di Vetro », plus-value qui s'élève à 960 milliers d'euros (desquels il faut déduire 90 milliers d'euros d'impôts supplémentaires).

Ainsi, la gestion caractéristique a enregistré, lors des six premiers mois de l'exercice, des résultats économiques plus contenus par rapport à l'année dernière en raison de l'augmentation des frais que nous aborderons plus avant dans ce rapport.

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 30 586 milliers d'euros par rapport à 30 793 milliers d'euros lors du premier semestre 2012, en baisse de 0,67 %. En pratique, aucun écart du chiffre d'affaires consolidé du Groupe n'est enregistré par rapport à la même période de l'année dernière.

Le chiffre d'affaires se compose, comme nous l'illustrerons ci-après de façon détaillée, du chiffre d'affaires du Secteur optique pour 28 608 milliers d'euros et de celui des Autres secteurs pour 1 978 milliers d'euros. Le montant relatif au Secteur optique est donc en baisse de 1,4 % par rapport au montant de l'année dernière qui s'élevait à 29 004 milliers d'euros. En revanche, les Autres secteurs enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires de 10,6 % par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Ces différences sont le résultat de plusieurs causes concomitantes :

- tout d'abord, les commandes du Secteur optique, qui avaient déjà atteint des chiffres très élevés l'année précédente, enregistrent une stabilité substantielle ;
- ensuite, au début de l'année 2013, l'on a assisté à une faible diminution des volumes de production des étuis destinés aux marques du luxe, réduction qui a eu une faible incidence sur le chiffre d'affaires du Secteur optique puisque le Groupe Fedon est traditionnellement plus présent avec ses propres productions dans ce segment de marché particulier ; à partir du mois de mai, l'on a cependant assisté à une amélioration de ces volumes et, donc, le Groupe estime que le chiffre d'affaires prévisionnel prévu pour l'exercice en cours sera atteint ;
- les ventes liées à la division maroquinerie de la marque Giorgio Fedon 1919 ont enregistré une hausse de 10,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. En particulier, une partie de cette hausse est due aux recettes de la nouvelle boutique monomarque de la zone des départs de l'aéroport Marco Polo de Venise et aux ventes en gros en Asie, alors que les ventes sur le marché intérieur enregistrent une stagnation substantielle et que les volumes dans certains pays européens importants enregistrent une diminution.

L'**EBITDA** du Groupe s'élève à 3 030 milliers d'euros contre 3 041 milliers d'euros lors du semestre clos au 30 juin 2012, équivalant à 9,91 % du chiffre d'affaires, alors que le résultat d'exploitation s'élève à 2 234 milliers d'euros contre 2 271 milliers d'euros enregistrés lors de la même période de l'exercice précédent.

Si l'on analyse plus en détail la composition des coûts, les faits suivants sont mis en lumière :

- les achats de matières premières et fournitures sont passés de 13 233 milliers d'euros en 2012 à 12 908 milliers d'euros lors des six premiers mois de cette année, avec une diminution de l'incidence sur le chiffre d'affaires d'environ 0,8 %, pour atteindre 42,20 % ; cette variation est due à une analyse plus rigoureuse des frais liés aux principaux matériaux et composants utilisés dans les processus de production ;
- les charges de personnel passent de 8 031 milliers d'euros en 2012 à 8 570 milliers d'euros en 2013, en augmentation de 539 milliers d'euros, soit 6,71 %. Cette augmentation est due principalement à l'effet combiné de l'augmentation de l'effectif total qui est passé d'un chiffre

moyen de 1 493 personnes en 2012 à 1 517 personnes lors de l'exercice en cours (+ 1,61 %), des hausses contractuelles prévue par la Convention collective de branche en Italie et de l'augmentation des salaires minima en Chine, qui a eu lieu le 1^{er} mars 2013 ;

- les achats de prestations de services et les redevances de crédit-bail passent de 6 484 milliers d'euros en 2012 à 7 077 milliers d'euros en 2013, avec une augmentation en valeur absolue de 593 milliers d'euros, qui est due principalement :
 - à une hausse des charges de transport et des droits, pour 276 milliers d'euros ;
 - aux loyers payés par la société contrôlée chinoise qui a renouvelé son contrat de location au mois de juillet 2012 et de la nouvelle boutique Fedon 1919 de l'aéroport de Venise, ouverte le 1^{er} août 2012, pour un montant total de 251 milliers d'euros.

Ainsi, le résultat d'exploitation du Groupe reste en ligne avec celui de la même période de l'exercice précédent, alors que le résultat avant impôt, équivalant à 1 621 milliers d'euros, est en diminution par rapport au résultat de 1 781 milliers d'euros enregistré lors de l'exercice précédent. À cet égard, il convient de signaler que la somme des charges et des produits financiers est négative pour 613 milliers d'euros, alors que cette même somme était négative de 490 milliers d'euros en 2012. Cela est dû en grande partie à l'évolution de chaque devise étrangère et, en particulier, du dollar américain et, notamment, du RMB chinois.

Enfin, le Résultat net du Groupe est positif de 1 091 milliers d'euros contre 1 039 milliers d'euros lors du premier semestre de l'année précédente. Dans ce cas également, on ne note pas d'écart substantiel par rapport à l'exercice précédent. Il faut toutefois souligner que, en raison de la hausse de nombreuses charges d'exploitation et des charges de personnel, liée en grande partie à l'investissement dans des corps de métiers mieux adaptés au développement du business de l'entreprise, la nécessité demeure de porter une attention maximale à la gestion courante afin que le résultat enregistré lors du premier semestre de l'année se consolide davantage et se renforce en seconde partie d'exercice.

Évolution sectorielle

Le chiffre d'affaires du secteur Optique pour le semestre clos au 30 juin 2013 est équivalent à 28 608 milliers d'euros et est inférieur de 1,4 % par rapport à la même période en 2012. Ce chiffre reflète un maintien substantiel du marché de l'optique en mesure d'assurer un niveau de commandes analogue à celui de l'année dernière.

Évolution sectorielle

Données en milliers d'euros	Secteur optique			Autres secteurs			Total Groupe		
	30/06/2013	30/06/2012	Var. %	30/06/2013	30/06/2012	Var. %	30/06/2013	30/06/2012	Var. %
Produits des ventes	28.608	29.004	-1,37%	1.978	1.789	10,58%	30.586	30.793	-0,67%
Résultat d'exploitation avant amortissements	3.332	3.346	-0,42%	(302)	(305)	-0,98%	3.030	3.041	-0,36%
<i>% sur recettes</i>	11,6%	11,5%		-15,3%	-17,0%		9,9%	9,9%	
Résultat d'exploitation	2.773	2.861	-3,08%	(539)	(590)	-8,64%	2.234	2.271	-1,63%
<i>% sur recettes</i>	9,7%	9,9%		-27,2%	-33,0%		7,3%	7,4%	

En particulier, les ventes aux fabricants de lunettes témoignent de la capacité du Groupe à développer de nouveaux produits (le Groupe s'est assuré entre la fin 2012 et le premier semestre 2013 certaines commandes importantes de produits du segment du luxe) et des services de logistiques offerts à la clientèle.

Les ventes directes des étuis et des accessoires au détail du secteur optique en Italie et à l'étranger enregistrent elles aussi un maintien substantiel par rapport à la même période de l'année précédente. L'offre de produits s'est étoffée de nombreuses nouveautés qui tentent de mieux satisfaire les besoins de la clientèle et l'on estime que ceux-ci permettront au chiffre d'affaires de cette division d'évoluer positivement lors de la seconde partie de l'exercice en cours.

L'EBITDA du secteur optique s'élève à 3 332 milliers d'euros et représente 11,6 % du chiffre d'affaires. Le résultat d'exploitation est positif pour 2 773 milliers d'euros, en baisse de 88 milliers d'euros par rapport à la même période de l'année dernière. L'EBITDA, tout comme le résultat d'exploitation, sont substantiellement conformes aux chiffres enregistrés lors de l'année précédente.

Le chiffre d'affaires des autres secteurs enregistre une hausse de 10,6 % par rapport à l'exercice précédent. La division maroquinerie de marque Giorgio Fedon 1919 a en effet réalisé un chiffre d'affaires plus élevé que celui réalisé lors des six premiers mois de l'année dernière, notamment en Asie, et en raison des nouvelles ouvertures de points de vente monomarque réalisées en 2012 et qui ont contribué au chiffre d'affaires de la division lors du premier semestre de 2013. Parmi celles-ci, citons la boutique de Pékin et celle située dans la zone des départs de l'aéroport Marco Polo à Venise. Lors de la seconde moitié de 2013, une nouvelle boutique monomarque verra le jour au sein d'un important centre commercial à Shanghai.

L'EBITDA des autres secteurs, bien que négatif pour 302 milliers d'euros, est analogue à celui réalisé l'année précédente, alors que le résultat d'exploitation présente une valeur négative de 539 milliers d'euros, en légère amélioration par rapport à l'exercice précédent. Il convient de signaler qu'en 2013, tout comme en 2012, des investissements liés à l'organisation, aux ressources humaines et à l'activité de promotion (foires et communication) ont été réalisés afin d'augmenter les ventes de la marque, mais les recettes se manifesteront seulement dans les deux années à venir.



Boutique Fedon 1919 à Venise, Aéroport Marco Polo, zone des départs

Effectif

Le tableau suivant présente l’effectif du Groupe au 30 juin 2013 et 2012 :

Effectif du Groupe		
Données en unités (ponctuel en fin d’exercice)	30/06/2013	30/06/2012
Dirigeants	7	7
Employés	209	181
Ouvriers	1.436	1.386
Total effectif du Groupe	1.652	1.574
Nombre moyen de l’exercice	1.517	1.493

L’effectif moyen du Groupe a augmenté en passant de 1 493 personnes au premier semestre 2012 à 1 517 personnes au premier semestre 2013. Cette variation est principalement liée à la société contrôlée asiatique du Groupe.

Il faut signaler qu’au cours du mois d’avril, un accord a été trouvé avec les syndicats de métier sur l’établissement d’un contrat de solidarité à partir du 2 mai 2013 et pour une période minimale de 12 mois qui concernera l’usine de Pieve d’Alpago. La Société mère a revu la réorganisation de la production européenne et a déterminé que certaines fabrications n’étaient plus viables d’un point de vue économique. Cette révision entraînera au cours du temps une diminution d’environ un tiers des ouvriers préposés à la production de l’usine de Pieve d’Alpago. Par ailleurs, le recours au contrat de solidarité a trouvé un consensus non seulement au sein des travailleurs, mais également auprès des syndicats, car il comprend la mise en œuvre de mécanismes opportuns de rotations du travail du personnel des départements concernés par la réduction du travail, mécanismes qui, à leur tour, permettront de distribuer de façon plus équitable l’impact économique des mesures adoptées.

Situation patrimoniale et financière

Les Actifs immobilisés (reportés dans le tableau ci-après) enregistrent une diminution de 1 193 milliers d’euros lors des six premiers mois de 2013. Cette diminution de 759 milliers d’euros des immobilisations corporelles est due à la vente du bâtiment industriel appartenant à la Société mère sis à Vallesella di Cadore et dénommé « Palazzo di vetro ». La cession du bâtiment a été réalisée le 13 mai dernier par acte de Maître Lorenzo Chiarelli, notaire à Belluno.

Actifs immobilisés		
(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Immobilisations corporelles	9.619	10.378
Immeubles de placements	1.119	1.137
Immobilisations incorporelles	906	1.037
Actifs financiers non courants	2.478	2.764
Total actifs immobilisés	14.123	15.316

L'augmentation du fonds de roulement net, au 30 juin 2013, s'élève à 329 milliers d'euros. Cette augmentation se compose des postes suivants :

Fonds de roulement net		
(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Stocks	12.793	12.576
Créances commerciales	10.806	8.779
Actifs d'impôt, autres créances et autres actifs courants	4.017	5.253
Dettes commerciales	(10.329)	(10.717)
Dettes fiscales	(674)	(496)
Autres passifs courants	(4.019)	(3.130)
Total fonds de roulement net	12.594	12.265

- l'augmentation des créances commerciales pour 2 027 milliers d'euros, due en grande partie à une hausse plus importante du chiffre d'affaires lors du second trimestre de l'année en cours ;
- la diminution des dettes commerciales pour 388 milliers d'euros ;
- l'augmentation des stocks à hauteur de 217 milliers d'euros ;
- la baisse de l'avoir fiscal de 1 236 milliers d'euros due en grande partie à une baisse du crédit TVA ;
- enfin, la variation négative des autres passifs courants pour 889 milliers d'euros est due pour 556 milliers d'euros aux provisions pour dividendes versés aux actionnaires au mois de juillet 2013 et à la hausse des charges de personnel.

Le tableau suivant présente les éléments constitutifs de l'endettement financier net à la clôture de chaque exercice :

Endettement financier net			
(montants en milliers d'euros)		30/06/2013	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	4.038	2.760
Actifs financiers à la juste valeur	B	421	370
Liquidités	C=A+B	4.460	3.130
Financements des actionnaires	E	0	0
Dettes financières courantes bancaires et autres	F	6.135	5.917
Financements à long terme - part courante	G	730	740
Endettement financier courant	H=E+F+G	6.864	6.658
Endettement financier courant net	I=H-C	2.405	3.528
Financements à long terme - part non courante	J	3.903	4.358
Endettement financier non courant	M=J	3.903	4.358
Endettement financier net	N=I+M	6.308	7.886

L'endettement financier net passe de 7 886 milliers d'euros au 31 décembre 2012 à 6 308 milliers d'euros au 30 juin 2013, en baisse de 1 578 milliers d'euros. Cette variation est due à une hausse des liquidités de 1 330 milliers d'euros, à une augmentation de l'endettement à court terme pour 206 milliers d'euros et à une diminution de l'endettement financier non courant pour 455 milliers d'euros. Le montant des créances cédées à la société d'affacturage au cours du premier semestre 2013 et non encore échues s'élève à 9 546 milliers d'euros.

Liquidités et ressources financières			
(montants en milliers d'euros)		30/06/2013	31/12/2012
Flux nets de Trésorerie provenant des activités d'exploitation		880	5.967
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		957	(1.357)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		(712)	(3.967)
Variation dans la différence de traduction et différences de change		153	(95)
Augmentation (diminution) de la trésorerie		1.278	548
Trésorerie en début de période		2.760	2.212
Trésorerie en fin de période		4.038	2.760

Au 30 juin 2013, les liquidités ont augmenté de 1 278 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent. Les flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont positifs de 880 milliers d'euros.

Actions propres et actions/participations de sociétés dominantes

La Société détient des actions propres acquises à la suite de la délibération de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 10 janvier 2002.

Au 30 juin 2013, la Société détient 45 238 actions ordinaires, qui représentent respectivement 2,38 % du total des actions et 10,8 % du flottant, pour un montant total de 117 milliers d'euros.

Le tableau suivant indique les mouvements des actions propres au 30 juin 2013 :

Actions propres			
Données en unité d'actions	Nombre d'actions	Valeur nominale (en milliers d'euros)	Participation % capital social
Situation au 1^{er} janvier 2013	47.113	122	2,48%
Achats	2.518	6	0,13%
Ventes	(4.393)	(11)	-0,23%
Situation au 30 juin 2013	45.238	117	2,38%

Investissements

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2013, le Groupe a effectué des investissements en machines et outillage, et refonte du système informatique de la Société pour un montant total de 310 milliers d'euros.

Recherche et développement

Le Groupe, également au cours du premier semestre 2013, a poursuivi son activité de recherche et développement, désormais consolidée, destinée à compléter une gamme toujours plus riche de produits, à la fois dans le secteur du cœur de métier et dans les secteurs alternatifs. En particulier, les produits de la ligne Fedon 1919 se distinguent, non seulement par leurs solutions techniques innovantes et de très grande qualité, mais aussi par la recherche du design le plus fonctionnel pour leur utilisation dans le monde du business.

Le Groupe a décidé de ne pas capitaliser les frais relatifs aux nouveaux projets réalisés au cours des six premiers mois de l'année car il estime qu'il n'existe pas encore une évidence claire des recettes qui en découlent. En effet, dans certains cas, les négociations commerciales sont encore en cours et, dans d'autre cas, les commandes seront acquises uniquement lors de la seconde partie de l'année.

La société mère se réserve le droit d'évaluer en fin d'année tous les projets lancés en cours d'exercice afin de préparer une capitalisation correcte des coûts.

Évolution prévisible de la gestion, risques et incertitudes

L'évolution de la gestion au cours des six premiers mois de l'exercice 2013 est parfaitement conforme au budget que le Groupe a approuvé en septembre dernier. Ce budget prévoyait de consolider les résultats obtenus au cours de l'exercice 2012. L'évolution du chiffre d'affaires au cours des six premiers mois et le maintien du niveau des frais fixes prévu pour cet exercice ont permis d'atteindre au cours du semestre un résultat substantiellement conforme aux prévisions.

Risques liés aux conditions générales de l'économie :

La situation économique, patrimoniale et financière du Groupe est influencée par différents facteurs qui conditionnent le cadre macro-économique présent dans les différents pays où il opère, y compris le degré de confiance des consommateurs et des entreprises. Les six premiers mois de l'année 2013 ont présenté des signaux de tenue substantielle des valeurs macroéconomiques enregistrées l'année dernière.

En ce qui concerne les informations requises par l'art. 2428 du Code civil sur les états financiers de l'exercice et par l'art. 40 du décret-loi n° 127/1991 sur les états financiers consolidés en ce qui concerne les objectifs et les politiques en matière de gestion du risque financier, il convient de souligner ce qui suit.

Facteurs de risque financier :

Le Groupe s'expose à des risques financiers liés à son activité, qui se réfèrent plus particulièrement aux cas d'espèce suivants :

- Risque de crédit découlant des opérations commerciales ou des activités de financement. Le Groupe limite son propre risque de crédit en appliquant aux clients qui en font la demande des conditions de paiement échelonnées liées à des ouvertures de crédit et en contrôlant constamment que le montant des encours ne dépasse pas celui des crédits octroyés. Toutefois, il existe des concentrations significatives de risque de crédit dues au poids (en pourcentage) de certains clients importants du secteur de l'optique sur le chiffre d'affaires. Le Groupe estime cependant que, s'agissant d'entreprises leader du monde de la production et de la commercialisation de produits optiques, ce risque est limité.
- Risque de liquidité lié à la disponibilité des ressources financières et à l'accès au marché du crédit. Le risque de liquidité doit être considéré comme moyen/haut, vu le niveau d'endettement de la Société par rapport aux volumes d'activité et aux capitaux propres. Le Groupe a recours à l'affacturage pro-soluto pour une partie importante de son chiffre d'affaires.
- Risque de change lié aux activités dans des zones de devises différentes des devises de dénomination. Le Groupe opère au niveau international et est donc exposé au risque de change.
- Risque de taux d'intérêt lié à l'exposition du Groupe sur des instruments financiers qui génèrent des intérêts. Le Groupe utilise deux instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition au risque de taux liée à l'endettement bancaire et ne détient pas d'instruments financiers à caractère spéculatif.

En résumé, en ce qui concerne le secteur financier, le Groupe continue à porter la plus grande attention à la gestion des flux de trésorerie et de l'endettement, en maximisant les rentrées nettes de fonds attendues de la gestion courante et en veillant à une gestion constante de ses propres rapports avec les banques créditrices. Ceci également afin de disposer de disponibilités financières en vue de saisir d'éventuelles opportunités de croissance externe.

En ce qui concerne les risques, dont l'exposition et l'analyse sur la performance de l'entreprise ont été présentées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2012, le Groupe n'est actuellement pas confronté à des risques particuliers qui différeraient, par leur nature ou leur valeur, de ceux illustrés.

Opérations avec des parties liées

Les rapports avec des entreprises liées sont majoritairement de nature commerciale et financière, et s'effectuent aux conditions du marché. On ne peut les qualifier d'opérations atypiques ou inhabituelles entrant dans le cadre des activités des sociétés du Groupe. Toutefois, le Groupe, conformément aux directives Consob, a veillé à élaborer et à approuver une procédure spécifique pour la gestion des opérations avec des parties liées qui est publiée sur le site internet du Groupe : www.fedongroup.com. En particulier, il faut souligner qu'après l'approbation de la procédure précitée, aucune opération ayant la nature prévue par ladite procédure n'a vu le jour.

Les informations relatives aux rapports avec les parties liées sont présentées dans la Note n° 28 des États financiers consolidés.

Modèle d'organisation en vertu du décret-loi n° 231

Dans le courant de l'année 2012, la Société mère, par délibération du Conseil d'administration du 28 septembre 2012, a adopté un Modèle d'organisation, de gestion et de contrôle en vertu du décret-loi n° 231, en procédant à la nomination d'un Organe de surveillance et en adoptant un budget prévisionnel des frais approprié. Lors de cette même séance, le Conseil a approuvé le texte du Code d'éthique en procédant à sa publication, ainsi qu'à celle du Modèle d'organisation, de gestion et de contrôle en vertu du décret-loi n° 231, sur le site Internet du Groupe sur le lien suivant : www.fedongroup.com.

Lors des premiers mois de 2013, l'Organe de surveillance s'est réuni et a établi un programme de travail pour l'année en cours.

Événements significatifs survenus après la clôture de l'exercice

Après la date de clôture du bilan au 30 juin 2013, aucun fait ou événement marquant pouvant avoir un impact significatif sur la situation patrimoniale et économique mentionnée dans le rapport semestriel consolidé clôturé à cette même date n'est à souligner. Il convient de signaler qu'au mois de juillet 2013, la société Hawk srl, en liquidation depuis 2011, a été définitivement radiée.

Vallesella di Cadore, le 9 août 2013

Callisto Fedon
Président du Conseil d'administration

Caterina De Bernardo
Dirigeante chargée de la rédaction des
documents comptables de la société

États financiers consolidés

Bilan consolidé

Bilan consolidé			
(montants en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012 (*)
ACTIFS			
Immobilisations corporelles	06	9.619	10.378
Immeubles de placements	07	1.119	1.137
Immobilisations incorporelles	08	906	1.037
Actifs pour impôts constatés d'avance	10	2.092	2.381
Autres actifs non courants	11	386	384
Total des actifs non courants		14.123	15.316
Stocks	12	12.793	12.576
Créances clients et autres créances	13	13.280	11.510
Avoir fiscal	14	1.337	2.331
Autres actifs courants	23	205	191
Actifs financiers à la juste valeur	15	421	370
Liquidités	16	4.038	2.760
Total actifs courants		32.075	29.738
TOTAL ACTIFS		46.197	45.053
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Capital social	17	4.902	4.902
Réserve légale	17	980	980
Autres réserves	17	7.199	5.862
Report à nouveau des bénéfices	17	2.187	1.489
Résultat de l'exercice		1.091	2.413
Capitaux propres du Groupe		16.358	15.646
Capital et réserves (part des intérêts minoritaires)		(76)	(76)
Capitaux propres (part des minoritaires)		(76)	(76)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		16.283	15.570
Financements à moyen-long terme	18	3.903	4.358
Provisions pour risques et charges	19	341	460
Avantages du personnel	20	3.181	3.059
Impôts différés	10	605	605
Total passifs non courants		8.029	8.482
Dettes commerciales et autres dettes	21	13.932	13.300
Financements à court terme	18	6.864	6.658
Dettes fiscales	22	674	496
Autres passifs courants	23	416	548
Total passifs courants		21.885	21.001
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		46.197	45.053

(*) - Les montants ont été retraités à la suite de l'application de la norme comptable IAS 19 révisée qui comprend, entre autres, la modification du principe de comptabilisation des profits et des pertes actuariels relatifs aux indemnités de fin de contrat du personnel et aux fonds de retraite. Pour de plus amples détails, veuillez consulter le paragraphe n° 2 Critères d'évaluation – Nouveaux principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1^{er} janvier 2013 dans les notes explicatives.

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat consolidé					
(montants en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013		30/06/2012 (*)	
Produits des ventes et des services	05	30.586		30.793	
Autres produits	24	1.284		352	
Total produits		31.870		31.145	
Achats matières premières et fournitures	24	(12.908)	-42,20%	(13.233)	-42,98%
Achat de prestation de services	24	(5.941)	-19,42%	(5.599)	-18,18%
Redevances de crédit-bail	24	(1.136)	-3,71%	(885)	-2,87%
Charges de personnel	24	(8.570)	-28,02%	(8.031)	-26,08%
Autres provisions et autres charges	24	(285)	-0,93%	(355)	-1,15%
EBITDA		3.030	9,91 %	3.041	9,88 %
Amortissements	24	(796)	-2,60%	(770)	-2,50%
Résultat d'exploitation		2.234	7,30 %	2.271	7,38 %
Charges financières	24	(1.046)	-3,42%	(932)	-3,03%
Produits financiers	24	433	1,42%	442	1,44%
Résultat avant impôt		1.621	5,30 %	1.781	5,78 %
Impôts sur les bénéfices	25	(530)	-1,73%	(743)	-2,41%
Résultat net de la période		1.091	3,57 %	1.038	3,37 %
Résultat (part des minoritaires)		(0)		(1)	
Résultat net du Groupe		1.091	3,57 %	1.039	3,37 %

(*) - Les montants ont été retraités à la suite de l'application de la norme comptable IAS 19 révisée qui comprend, entre autres, la modification du principe de comptabilisation des profits et des pertes actuariels relatifs aux indemnités de fin de contrat du personnel et aux fonds de retraite. Pour de plus amples détails, veuillez consulter le paragraphe n° 2 Critères d'évaluation – Nouveaux principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1^{er} janvier 2013 dans les notes explicatives.

État des variations des capitaux propres consolidés

	Capit. social	Rés. légale	Réserve de convers.	Actions propres	Rés. transit. IAS	Rés. éval. instr. fin.	Rés. actualis. indemn. fin de contrat	Autres réserves	Report résultats antér.	Résultat de l'exerc.	Capit. propres du Groupe	Capital et réserves des minor.	Capitaux propres consolidés
Solde au 01/01/2013	4.902	980	425	(122)	1.456	(134)	324	3.913	1.489	2.413	15.646	(76)	15.570
Affectation résultat	0	0	0	0	0	0	0	1.160	698	(1.858)	0	0	0
Distribution dividendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(555)	(555)	0	(555)
Autres mouvements	0	0	0	5	0	0	0	5	0	0	10	0	10
Autres composantes de l'état du résultat global	0	0	85	0	0	70	12	0	0	0	167	0	167
Bénéfice (perte) de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1.091	1.091	(0)	1.091
Solde au 30/06/2013	4.902	980	510	(117)	1.456	(64)	336	5.078	2.187	1.091	16.358	(76)	16.283
	Capit. social	Rés. légale	Réserve de convers.	Actions propres	Rés. transit. IAS	Rés. éval. instr. fin.	Rés. actualis. indemn. fin de contrat	Autres réserves	Report résultats antér.	Résultat de l'exerc.	Capit. propres du Groupe	Capital et réserves des minor.	Capitaux propres consolidés
Solde au 01/01/2012	4.902	980	506	(121)	1.456	(223)	430	23.839	(19.395)	1.419	13.792	(76)	13.717
Affectation résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	956	(956)	0	0	0
Distribution dividendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(463)	(463)	0	(463)
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	(19.395)	19.395	0	0	0	0
Autres composantes de l'état du résultat global	0	0	(5)	0	0	0	(25)	0	0	0	(30)	0	(30)
Bénéfice (perte) de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1.039	1.039	(1)	1.038
Solde au 30/06/2012	4.902	980	501	(121)	1.456	(223)	405	4.444	956	1.039	14.338	(77)	14.262

En date du 29 avril 2013, l'assemblée des actionnaires a délibéré la distribution d'un dividende de 555 milliers d'euros, équivalant à 0,30 euro par action.

État du résultat global	1^{er} sem. 2013	1^{er} sem. 2012
Résultat de l'exercice (A)	1.091	1.039
Autres bénéfices (pertes) totaux qui ne seront pas reclassés par la suite dans le compte de résultat :		
- Réévaluation des plans de retraite à prestations définies	12	(25)
Total autres bénéfices (pertes) totaux qui ne seront pas reclassés par la suite dans le compte de résultat :	12	(25)
Autres bénéfices (pertes) totaux qui seront reclassés par la suite dans le compte de résultat :		
- Variation de la réserve de couverture des flux de trésorerie	70	0
- Variation de la réserve de conversion	85	(5)
Total autres bénéfices (pertes) totaux qui seront reclassés par la suite dans le compte de résultat :	155	(5)
Total autres bénéfices (pertes) après incidence fiscale (B)	167	(30)
Résultat net global (A)+(B)	1.258	1.009

État des Flux de Trésorerie consolidé

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	30/06/2013	30/06/2012 (*)
Résultat net du Groupe	1.091	1.039
Résultat (part des minoritaires)	(0)	(1)
Flux non monétaires :		
Amortissements et dépréciations d'immobilisations	796	770
Provision pour dépréciation des créances	86	52
Moins-values (plus-values) nettes	(967)	3
Provision (utilisation) pour indemnités de fin de contrat	121	11
Dotation (utilisation) provisions pour risques et charges	(120)	6
Provision (utilisation) impôts différés et constatés d'avance	289	230
Variations des actifs et passifs courants :		
(Augmentation) Diminution Créances clients et autres créances	(1.856)	1.108
(Augmentation) Diminution autres actifs courants	979	(163)
(Augmentation) Diminution des Stocks	(216)	(61)
Augmentation (Diminution) Dettes commerciales	632	693
Augmentation (Diminution) Autres passifs	46	370
Total ajustements et variations	(211)	3.019
Flux nets de Trésorerie provenant des activités d'exploitation	880	4.058
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Réalisation d'immobilisations corporelles et incorporelles	1.321	287
Intérêts perçus	15	10
Investissements en immobilisations incorporelles	(103)	(273)
Investissements en immobilisations corporelles	(207)	(591)
(Augmentation) Diminution autres actifs non courants	(3)	105
Actifs financiers à la juste valeur	(66)	33
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	957	(430)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Distribution des dividendes	(556)	(463)
Actions propres	5	(0)
Autres mouvements capitaux propres	88	0
Remboursements de financements à moyen/long terme envers les banques	(455)	(444)
Emprunts (remboursements) nets de financements à court terme envers les banques	207	(2.982)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(712)	(3.889)
	1.126	
Différences de change sur immobilisations	68	33
Variation de la réserve de change	85	(5)
Effet des variations des cours de change sur les flux de trésorerie	153	28
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1.278	(233)
Trésorerie en début de période	2.760	2.212
Trésorerie en fin de période	4.038	1.979

(*) - Les montants ont été retraités à la suite de l'application de la norme comptable IAS 19 révisée qui comprend, entre autres, la modification du principe de comptabilisation des profits et des pertes actuariels relatifs aux indemnités de fin de contrat du personnel et aux fonds de retraite. Pour de plus amples détails, veuillez consulter le paragraphe n° 2 Critères d'évaluation – Nouveaux principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1er janvier 2013 dans les notes explicatives.

Lors de la première application des principes comptables internationaux, la Société avait choisi, parmi les diverses options possibles permises par la norme IAS 19, de comptabiliser les composantes actuarielles susmentionnées systématiquement dans le compte de résultat, parmi les « Charges de personnel » ; la version « révisée » de cette norme, homologuée par la Commission européenne, prévoit que, afin de fournir des informations crédibles et plus significatives, la comptabilisation de ces composantes se fait directement parmi les « Réserves de réévaluation » comprises dans les capitaux propres avec reconnaissance immédiate de celles-ci dans l' « État du résultat global », sans pour autant transiter par le compte de résultat. La norme IAS 19 « révisée » exclut ainsi la possibilité de reconnaissance systématique des composantes actuarielles dans le compte de résultat ; la modification décrite ci-dessus, compte tenu de l'application rétrospective requise par la norme comptable IAS 8, a entraîné les effets suivants sur les présents états financiers :

- la non comptabilisation, au compte de résultat semestriel de 2012, de la perte actuarielle comptabilisée dans ce semestre pour se conformer aux résultats des calculs effectués par l'actuaire externe en référence aux obligations à prestations définies vis-à-vis du personnel, pour un montant de 25 milliers d'euros, avec une hausse du bénéfice net de la susdite période de 25 milliers d'euros et la hausse simultanée, du même montant, du poste « Autres réserves » compris dans le bilan (redéterminée à 105 milliers d'euros au 31/12/2012) et du poste « Réévaluation des plans de retraite à prestations définies », enregistrée dans l' « État du résultat global » du premier semestre 2012 ; la non comptabilisation, dans le compte de résultat semestriel de 2013, du bénéfice actuariel afin de se conformer aux résultats des calculs effectués par l'actuaire externe en référence aux obligations à prestations définies vis-à-vis du personnel, pour un montant de 12 milliers d'euros, avec une baisse du bénéfice net de 12 milliers d'euros du susdit exercice et la hausse simultanée, du même montant, du poste « Autre réserves » comprise dans le bilan et du poste « Réévaluation des plans de retraite à prestations définies », enregistrée dans l' « État du résultat global » du premier semestre 2013.
- l'adoption de la norme IAS 19 révisée décrite ci-dessus n'a pas entraîné de variation des capitaux propres dans leur ensemble, à la fois initiaux et finaux, mais uniquement une quantification différente des postes « Autres réserves » et « Bénéfice (Perte) d'exercice », enregistrés dans l' « État des variations des capitaux propres » et dans la présentation du bilan.

Notes explicatives

1. Informations relatives à la Société

La publication du rapport semestriel consolidé de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. (la Société) pour l'exercice semestriel clos au 30 juin 2013 a été autorisée par délibération du Conseil d'Administration en date du 09 août 2013. Giorgio Fedon & Figli S.p.A. est une société anonyme de droit italien, inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Belluno et cotée au Marché Euronext Paris - Compartiment C.

Les principales activités du Groupe sont décrites à la note n° 5 (informations sectorielles).

2. Contenu et forme des états financiers consolidés

Les présents états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013 ont été rédigés en vertu de l'article 154ter du décret-loi modifié n° 58/1998 et du *Regolamento Emittenti* de la Consob dans le respect des Principes Comptables Internationaux (« IFRS »), édictés par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et adoptés par l'Union européenne en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil en date du 19 juillet 2002. Ils ont également été rédigés en vertu de la norme de l'International Accounting Standard (« IAS ») 34 – *Information financière intermédiaire*, ainsi que sur la base des dispositions édictées en exécution de l'art. 9 du décret-loi n° 38 de 2005. Les états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013 doivent être lus avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2012, qui ont été rédigés conformément aux IFRS, homologués par l'Union européenne.

Dans le cadre des options prévues par la norme IAS 34, le Groupe a choisi de publier une note d'information synthétique dans les états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013.

Les états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013 ont été rédigés sur le critère de la continuité d'exploitation de la Société, car les Administrateurs ont vérifié l'absence d'indicateurs en mesure de faire naître des doutes quant à la capacité du Groupe à faire face à ses obligations dans un futur prévisible et, en particulier, dans les 12 prochains mois.

Les présents états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013 sont constitués de la situation patrimoniale – financière consolidée, du compte de résultat consolidé, de l'état du résultat global, de l'état des flux de trésorerie consolidé, de l'état des mouvements des comptes de capitaux propres du Groupe et des notes explicatives correspondantes.

En outre, précisons que le Groupe a appliqué les dispositions contenues dans la délibération de la CONSOB n° 15519 du 27 juillet 2006 et dans la communication de la CONSOB n° 6064293 du 28 juillet 2006.

La rédaction des états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013 a demandé de la part de la Direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des recettes, des coûts, des actifs et des passifs et sur les informations relatives aux actifs et aux passifs potentiels à la date de référence de celle-ci. Les résultats publiés sur la base desdites estimations et hypothèses pourraient diverger des résultats effectifs qui seront obtenus dans le futur.

Certains processus d'évaluation, et plus particulièrement les plus complexes tels que la détermination d'éventuelles dépréciations d'actifs non courants, ou les évaluations actuarielles nécessaires à la détermination des fonds pour avantages au personnel, sont généralement effectués de façon complète uniquement au moment de la rédaction des états financiers consolidés annuels, sauf en cas de présence d'indicateurs qui nécessitent une évaluation immédiate d'éventuelles mises à jour.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

2.1. Principes comptables, amendements et interprétations appliqués par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2013

Amendements à la norme IAS 19 – « Avantages du personnel ». La norme stipule que le coût lié aux régimes à prestations définies est calculé en appliquant un taux d'escompte au passif/à l'actif net relatifs aux programmes à l'avantage du personnel.

Tous les profits et les pertes actuariels doivent être comptabilisés dans l'état Autres éléments du résultat global (OCI), sans possibilité d'être enregistrés dans le compte de résultat.

Cette nouvelle norme, homologuée par l'Union européenne en 2012, s'applique de façon prospective à tous les exercices présentés.

Pour les effets découlant de l'application de cette nouvelle norme, veuillez vous référer à ce qui a été précédemment illustré dans le « Rapport de gestion ».

Amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers : présentation des autres éléments du résultat global (OCI) ». Les amendements prévoient le regroupement des éléments de l'OCI en deux catégories, selon qu'ils peuvent être reclassés (« reclying ») ou non dans le compte de résultat dans une période future. Cette norme ne modifie pas la possibilité de présenter deux états du compte de résultat et ne spécifie pas ce qui peut être reclassé dans le compte de résultat. Ces modifications ont été homologuées par l'Union européenne en 2012. Les modifications susmentionnées ont été appliquées à tous les exercices présentés.

IFRS 13 – « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme fournit une définition précise de la juste valeur et une unique source d'évaluation de la juste valeur. Elle n'étend pas l'utilisation de la comptabilisation à la juste valeur mais fournit des directives générales sur la manière dont celle-ci devrait être appliquée. Cette norme, publiée par l'IASB en mai 2011, a été homologuée par l'Union européenne en décembre 2012. Elle n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe, car les modalités d'évaluation de la juste valeur introduites ne diffèrent pas de celles précédemment utilisées par le Groupe.

Amendements à l'IFRS 7 – « Instruments financiers : les informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers ». Ces modifications ont pour but d'améliorer les actuelles informations à fournir sur les compensations afin de faciliter les comparaisons entre les sociétés qui préparent leurs états financiers sur la base des IFRS et celles qui préparent leurs états financiers sur la base des US GAAP (règles comptables généralement admises aux États-Unis). Cette norme, publiée par l'IASB en décembre 2011, a été homologuée par l'Union européenne en décembre 2012. Elle n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Amendements de l'IFRS 1 – « Première application des IFRS concernant les prêts du gouvernement ». Ces modifications apportent des éclaircissements sur la manière dont les sociétés qui adoptent les IFRS pour la première fois devraient comptabiliser les financements publics avec un taux d'intérêt inférieur au taux du marché. Ces modifications, homologuées par l'Union européenne en mars 2013, n'ont eu aucun impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

En date du 17 mai 2012, l'IASB a édicté les modifications aux IFRS ci-dessous qui n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés. Ces amendements ont été homologués par l'Union européenne en mars 2013.

- *IFRS 1 – « Première application des IFRS »*
- *IAS 1- « Présentation des états financiers »*
- *IAS 16 – « Immobilisations corporelles »*
- *IAS 32 – « Instruments financiers : présentation »*
- *IAS 34 – « Information financière intermédiaire ».*

Lors de la préparation du présent rapport intermédiaire de gestion consolidé, les mêmes principes comptables et critères de rédaction que ceux adoptés lors de la rédaction des états financiers consolidés au 31 décembre 2012 ont été appliqués.

2.2 Principes comptables, amendements et interprétations non encore applicables et non adoptés de façon anticipée par le Groupe.

IFRS 9 – « Instruments financiers ». La norme constitue la première phase du processus de remplacement de la norme IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 introduit de nouvelles conditions pour le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette nouvelle norme réduit le nombre de catégories d'actifs financiers prévues par la norme IAS 39 et exige que tous les actifs financiers soient (i) classés suivant le modèle adopté par l'entreprise pour gérer ses propres actifs financiers et les flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers, (ii) initialement évalués à la juste valeur plus, en cas d'actifs financiers non évalués à la juste valeur avec contrepartie au compte de résultat, certains frais accessoires (« *transaction costs* »), et (iii) évalués par la suite à la juste valeur ou au coût amorti. L'IFRS 9 prévoit également que les dérivés implicites qui entrent dans le cadre de l'application de l'IFRS en objet doivent être incorporés dans le contrat principal qui les contient et que la société puisse décider de comptabiliser directement dans l'état du résultat global les variations de juste valeur qui entrent dans le cadre de l'application de l'IFRS en objet. L'IFRS 9 sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2015. À la date des présents états financiers semestriels consolidés condensés, cette norme n'a pas encore été homologuée par l'Union européenne. Le Groupe est en train d'étudier les impacts de cette norme sur les états financiers consolidés.

IFRS 10 – « États financiers consolidés ». Cette norme se fonde sur des principes déjà existants, en identifiant le contrôle comme étant la base pour la consolidation de toutes sortes d'entités. Cette norme fournit des indications supplémentaires afin d'évaluer la présence du contrôle. Cette norme, publiée par l'IASB en mai 2011, a été homologuée par la Communauté européenne en décembre 2012 et est applicable au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

IFRS 11 – « Partenariats ». Cette norme se concentre plus sur les droits et obligations du partenariat que sur sa forme légale. Elle détermine deux types de « Partenariats ». Les actifs sous contrôle conjoint représentent des accords dans lesquels les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs liés à l'accord. Les coentreprises sont des accords conjoints par lesquels les parties, coentrepreneurs, qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs nets de l'accord. La consolidation proportionnelle n'est plus autorisée. Cette norme, publiée par l'IASB en mai 2011, a été homologuée par la Communauté européenne en décembre 2012 et est applicable au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'adoption de cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

IFRS 12 – « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ». Cette norme indique les informations à fournir pour tout type d'intérêt détenu dans d'autres entités. Cette norme, publiée par l'IASB en mai 2011, a été homologuée par la Communauté européenne et est applicable au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Son application anticipée est autorisée. Cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Amendements aux normes IFRS 10, 11 et 12. Ces modifications fournissent les principes d'application relatifs à la présentation des données comparatives. Ces modifications, publiées par l'IASB en juillet 2012, ont été homologuées par l'Union européenne en avril 2013 et sont applicables au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Son application

anticipée est autorisée. Cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

IAS 27 (révisée en 2011) « États financiers individuels ». Cette norme contient les dispositions relatives aux états financiers individuels conservées à la suite de l'inclusion dans l'IFRS 10 des dispositions relatives au contrôle. Cette norme, publiée par l'IASB en mai 2011, a été homologuée par la Communauté européenne et est applicable au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Cette norme n'aura aucun impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

IAS 28 (révisée en 2011) « Participation dans des entreprises associées et coentreprises ». Cette norme fixe les conditions requises pour les entreprises associées et coentreprises qui sont évaluées par la méthode de la mise en équivalence à la suite de l'émission de l'IFRS 11. Cette norme, publiée par l'IASB en mai 2011, a été homologuée par la Communauté européenne et est applicable au plus tard aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Amendements à la norme IAS 32 « Instruments financiers : Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ». Ces modifications apportent des éclaircissements sur certaines conditions requises nécessaires à la compensation d'actifs et de passifs. Cette norme, publiée par l'IASB en décembre 2011, a été homologuée par la Communauté européenne en décembre 2012 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Amendements aux IFRS 10, IFRS 12 et à la norme IAS 27. Ces modifications prévoient que de nombreux fonds ou sociétés d'investissements, qui répondent à la définition d' « entités d'investissement », seront exemptés de consolidation de la plupart de leurs entités contrôlées. Ces modifications, qui n'ont pas encore été homologuées par l'Union européenne, sont applicables aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces modifications n'auront aucun impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

Amendements à la norme IAS 36 – « Dépréciation d'actifs ». Ces modifications indiquent les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs qui ont subi une perte de valeur, dans le cas où celle-ci a été déterminée sur la base de la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente. Ces modifications, qui n'ont pas encore été homologuées par l'Union européenne, sont applicables aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces modifications n'auront aucun impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

En date du 12 novembre 2009, l'IASB a publié le principe IFRS 9 – Instruments financiers portant sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette publication représente la première partie d'un processus en plusieurs phases qui vise à remplacer intégralement la norme IAS 39. Ce nouveau principe utilise une seule approche basée sur les modalités de gestion des instruments financiers et sur les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des actifs financiers afin d'en déterminer le critère d'évaluation, en remplaçant les différentes règles prévues par la norme IAS 39. De plus, le nouveau principe prévoit une seule méthode de dépréciation des actifs financiers. À la date du présent rapport intermédiaire de gestion consolidé, les organes compétents de l'Union européenne n'ont pas encore terminé le processus d'homologation nécessaire à l'application de ce nouveau principe.

2.3 Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers intermédiaires consolidés, les Administrateurs doivent appliquer des principes et des méthodologies comptables qui, dans certaines circonstances, se basent sur des évaluations difficiles et subjectives et des estimations fondées sur l'expérience historique ainsi que sur des hypothèses qui sont au cas par cas considérées comme raisonnables et réalistes selon les circonstances. L'application de ces estimations et hypothèses influence les montants reportés dans

la présentation des états financiers, tels que la situation patrimoniale – financière consolidée, l'état du résultat global consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé, ainsi que les informations fournies. Les résultats finaux des postes du bilan pour lesquels lesdites estimations et hypothèses ont été utilisées peuvent différer de ceux reportés dans les états financiers en raison de l'incertitude qui caractérise les hypothèses et les conditions sur lesquelles ces estimations se fondent.

Il faut également souligner que certains processus d'évaluation, et plus particulièrement les plus complexes tels que la détermination d'éventuelles dépréciations d'actifs immobilisés, sont réalisés de façon complète uniquement au moment de la rédaction des états financiers annuels, lorsque toutes les informations éventuellement nécessaires sont disponibles, sauf dans les cas où sont présents des indicateurs de dépréciation qui nécessitent une évaluation immédiate des éventuelles pertes de valeur.

2.4 Présentation des états financiers.

Lors de la préparation des documents qui composent les états financiers, le Groupe a adopté les critères suivants :

- Bilan

Les actifs et les passifs présentés au bilan ont été classés distinctement entre actifs courants et non courants conformément aux dispositions de la norme comptable IAS 1.

En particulier, l'entité doit classer un actif en tant qu'actif courant lorsque:

- (a) l'entité s'attend à réaliser l'actif, entend le vendre ou le consommer, dans son cycle d'exploitation normal ;
- (b) elle détient le passif principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) elle s'attend à réaliser cet actif dans les douze mois qui suivent la période de reporting ;
- (d) l'actif se compose de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs ont été classés en tant qu'actifs non courants.

L'entité doit classer un passif en tant que passif courant lorsque :

- (a) l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ;
- (b) elle détient le passif principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) le passif doit être réglé dans les douze mois qui suivent la période de reporting ;
- (d) l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la période de reporting.

Tous les autres passifs ont été classés en tant que passifs non courants.

De plus, sur la base des dispositions du principe IFRS 5, les actifs (et les passifs inclus) dont la valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés, lorsqu'ils existent, en tant qu' « Actifs détenus en vue de la vente » et « Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés ».

- Compte de résultat

Les coûts sont classés sur la base du critère de leur nature.

- État des variations des capitaux propres

L'état a été rédigé en présentant les postes par colonne, avec rapprochement des soldes de début et de fin de période de chacun des postes qui composent les capitaux propres.

- État des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont présentés en utilisant la méthode indirecte autorisée par l'IAS 7, car ce critère est le plus conforme au secteur d'activités dans lequel l'entreprise opère. En appliquant ce critère, le résultat de l'exercice a été ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, des décalages ou régularisations d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

3. Périmètre de consolidation

Le rapport semestriel consolidé comprend le bilan de la société mère Giorgio Fedon & Figli S.p.A. et des sociétés italiennes et étrangères sur lesquelles Fedon a le droit d'exercer le contrôle, directement ou indirectement (par le biais de ses sociétés contrôlées ou associées), d'en déterminer les choix financiers et de gestion ainsi que d'obtenir les bénéfices y relatifs.

Les chiffres utilisés pour la consolidation des sociétés contrôlées proviennent des états financiers préparés par les administrateurs de chacune des sociétés contrôlées. Ces données ont été modifiées et reclassées de façon appropriée, lorsque cela s'est avéré nécessaire, afin de les homogénéiser pour qu'elles répondent aux principes comptables internationaux ainsi qu'aux critères de classification du Groupe.

Tous les soldes et transactions intragroupe, y compris les bénéfices et les pertes éventuels non réalisés provenant de transactions intragroupe comptabilisées à l'actif, sont totalement éliminés.

Les sociétés contrôlées sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle a été effectivement transféré au Groupe et cessent d'être consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré en dehors du Groupe.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2013 et consolidées à l'aide de la méthode de l'intégration globale sont les suivantes :

Dénomination sociale	Siège social :	Part du Groupe
Société mère		
Giorgio Fedon & F.lli S.p.A.	Italie	-
<i>Sociétés contrôlées intégralement consolidées</i>		
Hawk Automazioni S.r.l. en liquidation	Italie	95,00%
Fedon Tunisie S.a.r.l.	Tunisie	99,00%
Genetier S.a.s.	France	100,00%
Kapunkt GmbH	Allemagne	100,00%
Fedon America Inc.	États-Unis	100,00%
Fedon Industries S.A.	Luxembourg	100,00%
East Coast S.r.l.	Roumanie	100,00%
Shenzhen Fei Dong Limited	Chine	100,00%
Shenzhen Fei Chi Limited	Chine	100,00%
Fedon Far East Limited	Hong Kong	100,00%
GF 1919 Far East	Hong Kong	100,00%

4. Conversion des bilans en devise

Les taux de change appliqués pour la conversion des états financiers des sociétés contrôlées en une devise différente de l'Euro sont les suivants :

Sociétés contrôlées	Devise locale	Juin 2013	
		Change de fin de mois	Change moyen
Fedon America Inc.	Dollar américain	1,3080	1,3135
Fedon Far East Ltd.	Dollar de Hong Kong	10,1477	10,1908
Fedon Far East Limited	Dollar de Hong Kong	10,1477	10,1908
East Coast S.r.l.	Nouveau Lei	4,4603	4,3923
Shenzhen Fei Dong Limited	Renminbi	8,0280	8,1294
Shenzhen Fei Chi Limited	Renminbi	8,0280	8,1294

5. Informations sectorielles

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe est basé sur les secteurs d'activités, puisque les risques et le rendement du Groupe s'étudient en premier lieu via des différences entre les produits offerts. Le second niveau d'information sectorielle du Groupe repose sur les segments géographiques. Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément sur la base de la nature des produits, et chaque secteur représente une unité stratégique d'affaires qui offre des produits sur des marchés différents.

Le secteur optique fournit l'information des ventes et des résultats des étuis à lunettes et des accessoires pour l'optique qui est le cœur de métier de l'entreprise.

Le secteur Autres fournit les informations relatives aux ventes et aux résultats de la branche maroquinerie qui englobe la production et les ventes des articles de bureau et professionnels, dans le cadre de la marque « Giorgio Fedon 1919 », et également les investissements immobiliers du Groupe et les recettes réalisées correspondantes.

Les prix de transfert entre les secteurs sont définis aux mêmes conditions que celles appliquées à des transactions avec des entités tierces. Les produits, les charges et les résultats par secteur comprennent les transferts entre secteurs qui sont en revanche neutralisés dans la consolidation.

Les informations par segment sont fournies en référence aux zones géographiques dans lesquelles opère le Groupe. Les zones géographiques ont été identifiées en tant que segments d'activité primaires. Les critères appliqués pour l'identification des segments d'activité secondaires ont été déterminés, entre autres, par les modalités au travers desquelles la direction gère le Groupe et attribue les responsabilités de gestion. En particulier, ces critères se basent sur le regroupement par zone géographique, défini en fonction de l'emplacement des activités du Groupe ; ainsi, les ventes identifiées suivant cette segmentation sont déterminées par origine de facturation et non par marché de destination.

Les tableaux suivants montrent les données sur les produits et les résultats et présentent des informations sur certains actifs et passifs relatifs aux secteurs d'activité du Groupe pour les exercices clôturés respectivement au 30 juin 2013 et 2012.

30 juin 2013	Secteur optique	% sur recettes	Autres secteurs	% sur recettes	TOTAL	% sur recettes
Produits						
Total produits	28.608	100%	1.978	100%	30.586	100%
<i>% sur total</i>	93,53%		6,47%			
Résultats						
Ebit	2.773	9,69%	(539)	-27,25%	2.234	7,30%
<i>% sur total</i>	9,70%		-27,20%			
Charges financières nettes					(613)	-2,00%
Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires					1.621	5,26%
Impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires					(530)	-1,73%
Bénéfice net de la période					1.091	3,57%
Actifs et passifs						
Actifs du secteur	37.470		4.706		42.176	
Actifs non répartis					4.021	
Total actifs	37.470		4.706		46.197	
Passifs du secteur	26.730		1.149		27.879	
Passifs non répartis					2.035	
Total passifs	26.730		1.149		29.915	
Autres informations sectorielles						
Investissements en immobilisations incorporelles	103		0		103	
Investissements en immobilisations corporelles	121		86		207	
Amortissements	744		51		796	

(montants en milliers d'euros)

30 juin 2012	Secteur optique	<i>% sur recettes</i>	Autres secteurs	<i>% sur recettes</i>	TOTAL	<i>% sur recettes</i>
Produits						
Total produits	29.004	100%	1.789	100%	30.793	100%
<i>% sur total</i>	94,19%		5,81%			
Résultats						
Ebit	2.861	9,86%	(590)	-32,98%	2.271	7,38%
<i>% sur total</i>	9,9%		-33,0%			
Charges financières nettes					(490)	-1,59%
Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires					1.781	6,25%
Impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires					(743)	-2,41%
Bénéfice net de la période					1.039	3,29%
Actifs et passifs						
Actifs du secteur	37.251		3.044		40.295	
Actifs non répartis					3.517	
Total actifs	37.251		3.044		43.812	
Passifs du secteur	26.401		907		27.308	
Passifs non répartis					2.242	
Total passifs	26.401		907		29.550	
Autres informations sectorielles						
Investissements en immobilisations incorporelles	273		-		273	
Investissements en immobilisations corporelles	591		-		591	
Amortissements	725		45		770	

Zones géographiques

Les tableaux suivants présentent des données relatives aux produits, en rapport aux zones géographiques du Groupe pour les exercices clos au 30 juin 2013 et 30 juin 2012.

(montants en milliers d'euros)

30 juin 2013	Italie	France	États-Unis	Autres	TOTAL
Produits des ventes et des services					
Produits du secteur	15.867	2.482	3.072	9.165	30.586
<i>% sur total</i>	<i>51,88%</i>	<i>8,11%</i>	<i>10,04%</i>	<i>29,96%</i>	<i>100,00%</i>
Autres informations sectorielles					
Actifs du secteur	31.697	1.247	1.801	12.570	47.315
Total actifs	31.697	1.247	1.801	12.570	47.315
Investissements en immobilisations incorporelles	84	-	-	19	103
Investissements en immobilisations corporelles	86	-	-	121	207

(montants en milliers d'euros)

30 juin 2012	Italie	France	États-Unis	Autres	TOTAL
Produits des ventes et des services					
Produits du secteur	15.522	2.461	2.269	10.541	30.793
<i>% sur total</i>	<i>50,41%</i>	<i>7,99%</i>	<i>7,37%</i>	<i>34,23%</i>	<i>100,00%</i>
Autres informations sectorielles					
Actifs du secteur	30.682	1.336	1.486	10.308	43.812
Total actifs	30.682	1.336	1.486	10.308	43.812
Investissements en immobilisations incorporelles	235	-	-	38	273
Investissements en immobilisations corporelles	423	-	-	168	591

6. Immeubles, installations et machines

(montants en milliers d'euros)

30 juin 2013	Terrains et constructions	Installations et machines	Outillage et mobilier	Imm. corp. en cours + autres biens corporels	TOTAL
Au 1^{er} janvier, net des dotations aux amort. et dépréc.	6.931	2.533	877	37	10.378
Augmentations	11	68	124	4	207
Cessions	(1.020)	(384)	(6)	(0)	(1.409)
Autres mouvements (utilisations)	595	368	4	(1)	966
Part d'amortissement de l'année	(89)	(252)	(217)	(5)	(562)
Reclassements Coût	-	(842)	809	33	-
Reclassements Fonds	-	502	(475)	(27)	(0)
Différence de change - Coût historique	-	44	31	(2)	135
Différence de change -Provision	-	(23)	(12)	2	(66)
Au 30 juin, net des dotations aux amort. et dépréc.	6.428	2.014	1.137	41	9.648
Au 1^{er} janvier					
Coût ou juste valeur	11.249	13.884	12.862	1.022	39.016
Dotations aux amort. et dépréc.	(4.318)	(11.350)	(11.985)	(986)	(28.639)
Valeur comptable nette	6.931	2.533	877	37	10.378
Au 30 juin					
Coût ou juste valeur	10.240	12.769	13.820	1.058	37.887
Dotations aux amort. et dépréc.	(3.812)	(10.756)	(12.683)	(1.017)	(28.268)
Valeur comptable nette	6.428	2.014	1.137	41	9.619

Dans l'ensemble, le poste est passé de 10 378 milliers d'euros en 2012 à 9 619 milliers d'euros au 30 juin 2013. Les augmentations de la période ont été globalement équivalentes à 207 milliers d'euros, dont : le poste « Terrains et constructions » pour 11 milliers d'euros, le poste « Installations et machines » pour 68 milliers d'euros, le poste « Outillage » pour 124 milliers d'euros et les « Autres biens corporels » pour 4 milliers d'euros. Au mois de mai 2013, un bâtiment de la Société mère dénommé « Palazzo di Vetro » a été vendu.

7. Immeubles de placements

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Au 1^{er} janvier		
Coût	1.342	1.342
Dotations aux amort. et dépréc.	(205)	(170)
Valeur comptable nette	1.137	1.172
Part d'amortissement de l'année	(18)	(35)
Au 30 juin		
Coût	1.342	1.342
Dotations aux amort. et dépréc.	(223)	(205)
Solde final au 30 juin	1.119	1.137

Les immeubles de placement sont évalués au coût amorti. Ils sont amortis sur la base de l'estimation de leur durée d'utilité correspondant à 33 ans.

Les immeubles de placement comprennent un bâtiment à usage industriel et le terrain correspondant sis à Herne (Allemagne), appartenant à la société contrôlée Kapunkt, et une habitation à usage civil appartenant à la société mère.

8. Actifs incorporels

(montants en milliers d'euros)

30 juin 2013	Écart d'acquisition	Frais de recherche et développement	Brevets, software, marques	Immobil. en cours et autres immobilisations	TOTAL
Au 1^{er} janvier, net des dotations aux amort. et dépréc.	302	303	353	80	1.037
Augmentations	19	-	24	60	103
Cessions	(19)	-	-	-	(19)
Part d'amortissement de l'année	-	(114)	(102)	-	(217)
Reclassements	-	-	26	(26)	-
Différence de change - Coût historique	-	-	1	1	2
Différence de change – Provision	(0)	-	(1)	0	(1)
Au 30 juin, net des dotations aux amort. et dépréc.	302	189	301	115	906
Au 1^{er} janvier					
Coût ou juste valeur	1.148	4.213	4.142	1.453	10.956
Dotations aux amort. et dépréc.	(846)	(3.911)	(3.789)	(1.373)	(9.918)
Valeur comptable nette	302	303	353	80	1.037
Au 30 juin					
Coût ou juste valeur	1.148	4.213	4.193	1.488	11.042
Dotations aux amort. et dépréc.	(846)	(4.025)	(3.892)	(1.373)	(10.136)
Valeur comptable nette	302	189	301	115	906

La valeur nette totale des immobilisations incorporelles est passée de 1 037 milliers d'euros en 2012 à 906 milliers d'euros au 30 juin 2013. Les hausses les plus significatives sont dues au projet de mise à jour et de refonte du système informatique de la Société.

9. *Écart d'acquisition*

L'écart d'acquisition résultant des regroupements d'entreprises, réalisés au cours des exercices précédents, en ce qui concerne l'acquisition des sociétés contrôlées East Coast S.r.l. (Roumanie) et Fedon Printing S.r.l. (Italie), a été affecté à différentes Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent des secteurs distincts, afin de contrôler l'éventuelle perte de valeur.

L'écart d'acquisition est soumis annuellement à un test de perte de valeur (impairment test).

La valeur comptable de l'écart d'acquisition affecté aux Unités Génératrices de Trésorerie est indiquée dans le tableau suivant :

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Unité Production	302	302
Total écart d'acquisition	302	302

10. *Actifs pour impôts constatés d'avance et impôts différés*

Impôts constatés d'avance

Les actifs pour impôts constatés d'avance, équivalant à 2 092 milliers d'euros au 30 juin 2013, se réfèrent à des impôts calculés sur des pertes fiscales récupérables au cours des exercices futurs et à des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et la valeur fiscale correspondante. Les impôts différés sur les pertes fiscales accumulées par le Groupe ont été comptabilisés dans les états financiers des sociétés où l'on s'attend raisonnablement à les récupérer au moyen de futurs revenus imposables.

Provision pour impôts différés

Elle s'élève à 605 milliers d'euros. Cette provision se réfère aux impôts calculés sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale correspondante.

11. *Autres actifs non courants*

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Participations dans d'autres entreprises	106	106
Dépôts de garantie	280	278
Total autres actifs non courants	386	384

12. *Stocks*

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Matières premières (au coût)	3.315	3.385
Travaux en cours (au coût)	1.087	666
Produits finis (au coût)	8.919	8.789
Provision pour dépréciation des stocks	(814)	(814)
Acomptes	286	551
Total Stocks	12.793	12.576

Les mouvements de la provision pour dépréciation des stocks entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 sont présentés ci-après :

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Provision pour dépréciation des stocks au 1 ^{er} janvier	814	1.764
Provisions	-	(0)
Reprise de provision	-	(950)
Provision pour dépréciation des stocks au 30 juin	814	814

13. Créances clients et autres créances

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Créances commerciales :		
Créances commerciales	10.806	8.779
Total créances commerciales	10.806	8.779
Autres créances :		
Acomptes pour services à recevoir	30	543
Autres	2.444	2.188
Total autres créances	2.474	2.731
Total global	13.280	11.510

L'augmentation des créances commerciales à hauteur de 2 027 milliers d'euros est due à la hausse du chiffre d'affaires réalisé au cours du deuxième trimestre.

Le montant des créances cédées à la société d'affacturage et non encore échues au 30 juin 2013 s'élève à 7 278 milliers d'euros dans le chef de la Société mère et à 2 268 milliers d'euros dans le chef de Fedon Far East.

Les créances sur clients sont comptabilisées, nettes des provisions pour dépréciation des comptes de tiers, pour un montant de 462 milliers d'euros. Les mouvements de provision pour dépréciation des comptes de tiers de l'exercice sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Provision pour dépréciation des comptes de tiers au 1 ^{er} janvier	430	793
Provisions	86	92
Reprise de provision	(54)	(455)
Provision pour dépréciation des comptes de tiers au 30 juin	462	430

14. Créances fiscales

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Impôts directs	655	721
Taxe sur la valeur ajoutée	683	1.609
Total Créances fiscales	1.337	2.331

15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Obligations cotées	401	350
Actions cotées	20	20
Total Actifs financiers détenus à des fins de transaction	421	370

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des opérations effectuées par la société contrôlée luxembourgeoise Fedon Industries S.A. en actions ordinaires et obligations cotées sur des marchés réglementés.

La juste valeur de ces titres a été déterminée sur la base des cours du marché à la date du 30 juin 2013.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Dépôts bancaires à vue et encaisse	3.996	2.723
Dépôts bancaires à court terme	42	37
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.038	2.760

Les dépôts bancaires à court terme sont rémunérés à un taux variable basé sur les taux journaliers appliqués aux dépôts bancaires.

La juste valeur de la trésorerie s'élève à 4 038 milliers d'euros (31 décembre 2012 : 2 760 milliers d'euros).

17. Capital social et réserves

Capital Social

Au 30 juin 2013, le capital social de la société mère Giorgio Fedon & Figli SpA est constitué de 1 900 000 actions ordinaires, entièrement souscrites et versées, d'un montant nominal de 2,58 euros chacune.

À l'occasion des augmentations de capital gratuites, effectuées au cours des années 1983, 1987 et 1992, la Société a utilisé les réserves suivantes qui, en cas de distribution, contribuent à la formation du bénéfice imposable de la Société :

Réserve de réévaluation Loi n° 413/91	186.483
Réserve de réévaluation Loi n° 130/83	14.444
Réserve de réévaluation Loi n° 72/83	<u>248.688</u>
TOTAL	449.615

Sur ces réserves ainsi que sur la part distribuable résiduelle, comme indiqué ci-dessus, aucun impôt différé n'a été affecté puisque les administrateurs estiment qu'il est peu probable que les conditions nécessaires à leur imposition se réalisent.

Réserve légale

Le solde de la réserve légale de la société mère au 30 juin 2013 s'élève à 980 milliers d'euros et n'est pas augmenté car il a atteint la limite fixée par l'art. 2430 du Code civil.

Réserve pour écarts de conversion

Cette réserve est utilisée pour enregistrer les différences de change découlant de la traduction des bilans des sociétés contrôlées étrangères.

Autres réserves

Le poste « Autres réserves » est constitué de l'apport en capital des actionnaires, des réserves créées par les opérations sociétaires de fusion réalisées au cours des années précédentes et par les réserves générées par les comptabilisations sur la base des principes comptables internationaux IAS/IFRS. Les montants ont été retraités à la suite de l'application du principe comptable IAS 19 révisé qui comprend, entre autres, le changement du principe de comptabilisation des profits et des pertes actuariels relatifs aux indemnités de fin de contrat du personnel et aux fonds de retraite. Pour de plus amples détails, veuillez consulter le paragraphe n° 2.1 Principes comptables, amendements et interprétations appliqués par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2013 dans les notes explicatives.

Report résultats antérieurs

Le poste « Report résultats antérieurs » se compose des provisions pour bénéfices non distribués des exercices précédents pour 2 187 milliers d'euros.

Les actions propres détenues au 30 juin 2013 sont au nombre de 45 238. Les mouvements correspondants d'achat et de vente, qui ont eu lieu en cours d'exercice et qui n'ont eu aucun effet sur le compte de résultat, sont les suivants :

	Nombre d'actions	Valeur nominale (milliers d'euros)	Participation % capital social
Situation au 1^{er} janvier 2013	47.113	122	2,48%
Achats	2.518	6	0,13%
Ventes	(4.393)	(11)	(0,23)%
Situation au 30 juin 2013	45.238	117	2,38%

18. Financements à court et moyen-long terme

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Financements à court terme :		
- Découverts bancaires	5.952	5.735
- Financements bancaires (part courante)	729	740
- Financement lié au crédit-bail	183	183
Total Financements à court terme	6.864	6.657
Prêts et financements à moyen/long terme :		
- Financements bancaires (part M/L)	1.001	1.365
- Financement lié au crédit-bail	2.397	2.488
- Autres financements	506	506
Total Financements à moyen/long terme	3.903	4.358

Découverts bancaires

Les découverts bancaires ne sont pas assortis de garantie réelle ou personnelle. Ils englobent également les formes auto-amortissables et de caisse.

Financements bancaires à moyen-long terme

Le tableau suivant indique la répartition par date d'échéance des financements bancaires à moyen / long terme au 30 juin 2013 :

Établissement bancaire	Date de souscription	Montant nominal	Taux	Durée	Montant au bilan 30/06/2013	dont à court terme	dont à moyen/long terme
BANCA ANTONVENETA	31/01/2007	450	4,34+0,90	5 ans	-	-	-
BANCA ANTONVENETA	15/11/2006	4.000	Euribor 3m+1,05	7 ans	1.493	611	882
MONTE DEI PASCHI DI SIENA (*)	23/03/2010	628	HKD taux préférentiel -1 %	5 ans	236	118	118
(*) 6.000.000 HK\$ montant initial		5.078			1.730	729	1.001

Financements liés au crédit-bail

Ceux-ci sont liés à l'opération de sale and lease back dans le chef de la société mère conclue en février 2009, dont le contrat a une durée de 18 ans pour 4 080 milliers d'euros qui, nette du maxi loyer, s'élève à un montant net de 3 100 milliers d'euros. Cette opération s'est conclue sur l'immeuble dénommé « ex Gefide », situé à Pieve d'Alpago, et est assortie d'une garantie de l'actionnaire de référence, Monsieur Callisto Fedon, d'un montant de 500 mille euros échéant en février 2014. De plus, il faut signaler la dette résiduelle relative aux mensualités non échues des contrats de crédit-bail stipulés pour l'achat de biens comptabilisés au bilan selon la méthode financière.

19. Provisions pour risques et charges

(montants en milliers d'euros)	Provisions indemnités fin de mandat	Provisions pour indemnités de rupture de contrats d'agents	Autres provisions	Total
au 31 décembre 2011	-	93	492	586
Provisions de l'exercice	-	15	76	91
Utilisations	-	-	(219)	(220)
Intérêts actualisation	-	3	-	3
au 31 décembre 2012	-	111	349	460
Provisions de l'exercice	-	7	-	7
Utilisations	-	(17)	(105)	(122)
Intérêts actualisation	-	(5)	-	(5)
Au 30 juin 2013	-	96	244	341

Provisions pour indemnités de rupture de contrats d'agents

Les « provisions pour indemnités de rupture de contrats d'agents » sont allouées sur la base des dispositions des législations et des accords économiques collectifs concernant les situations d'interruption du mandat conféré aux agents. Ce passif à moyen/long terme est actualisé sur la base d'un taux d'intérêt de 4 %.

Autres provisions :

Les provisions pour autres risques et charges englobent les provisions pour retours de Giorgio Fedon 1919, la provision sur les contentieux existants à la date du bilan et les charges légales.

20. Avantages du personnel et fonds de retraite

Le tableau suivant indique la composition des avantages du personnel au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 :

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Indemnités de fin de contrat	3.049	2.927
Fonds de retraite	122	123
Fonds d'indemnités de préretraite des salariés	10	9
Total Avantages du personnel et fonds de retraite	3.181	3.059

Le poste en objet se réfère à différentes formes de plans de retraite à prestations définies et à cotisations définies, conformément aux conditions et aux pratiques locales des pays où les sociétés du Groupe exercent leurs activités.

Les mouvements relatifs aux provisions pour indemnités de fin de contrat sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Indemnités de fin de contrat conformément à la norme IAS	2.927	2.634
19 en début de période		
Utilisation des indemnités de fin de contrat	(104)	(443)
Provisions de l'exercice	205	561
Coût financier	33	69
Écarts actuariels	(12)	106
Indemnités de fin de contrat conformément à la norme IAS	3.049	2.927
19 en fin de période		

21. Dettes commerciales et autres dettes (courantes)

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Dettes commerciales	10.329	10.718
Dettes envers le personnel	2.009	1.344
Dettes envers des organismes de prévoyance	382	586
Autres dettes	1.213	651
Total Dettes commerciales et autres dettes (courantes)	13.932	13.300

Les dettes commerciales ne rapportent aucun intérêt et sont normalement dues à 90 jours.

Les dettes envers le personnel se réfèrent aux salaires du mois précédant la clôture de la période et sont payables au cours du mois suivant, ainsi qu'à des primes reconnues à certaines catégories de salariés. Les dettes pour vacances et permis se réfèrent aux vacances et permis passés et non pris par les salariés à la date de référence. Ces dernières dettes incluent les cotisations correspondantes.

Les dettes envers les organismes de prévoyance se réfèrent aux dettes envers des organismes pour des contributions sociales relatives à l'exercice.

Le poste Autres dettes inclut également la dette vis-à-vis des actionnaires pour le dividende délibéré par l'assemblée du 29 avril 2013 pour un montant de 555 milliers d'euros, liquidé au mois de juillet 2013.

22. Dettes fiscales

Le poste Dettes fiscales se compose principalement de la dette liée aux impôts IRES et IRAP pour 674 milliers d'euros.

23 Autres actifs et passifs courants

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Actifs de régularisation	205	191
Total autres actifs courants	205	191
Autres dettes fiscales	287	368
Passifs de régularisation	129	180
Total autres passifs courants	416	548

24. Autres charges et produits

Autres produits

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Produits sur exercices antérieurs	90	77
Plus-values nettes provenant de la vente d'immeubles, d'installations et de machines	967	5
Subventions publiques reçues	-	23
Produits divers	96	91
Revenus locatifs	81	48
Indemnité et indemnisation	1	59
Autres produits	49	48
Total Autres produits	1.284	352

Achats matières premières et fournitures

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Achat des matières premières, fournitures et produits finis	13.011	13.302
Variation stocks de matières premières et marchandises	373	(1.423)
Variation stocks produits finis et semi-finis	(476)	1.355
Total Achats matières premières et fournitures	12.908	13.233

Achat de prestation de services

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Travaux sous-traités	290	310
Transports et droits sur achats	2.106	1.830
Commissions et charges accessoires	428	435
Promotion, publicité et foires	538	433
Entretiens des biens de propriété	246	512
Dépenses d'énergie (électricité, gaz, eau)	424	382
Assurances	56	59
Rémunération des administrateurs	304	254
Rémunération des commissaires aux comptes	35	28
Conseils techniques et sociétaires	423	355
Services intérimaires et charges de personnel	254	175
Frais de déplacement	192	162
Cantine d'entreprise	88	80
Connexions réseau informatique	35	52
Autres achats de prestation de services	522	534
Total Autres achats de prestation de service	5.941	5.599

La hausse la plus importante est celle relative aux postes transports et droits sur achats, services intérimaires et conseils.

Redevances de crédit-bail

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Loyers	953	695
Locations	143	123
Autres redevances de crédit-bail	40	66
Total redevances de crédit-bail	1.136	885

Le poste Redevances de crédit-bail a enregistré une variation par rapport à l'exercice précédent en raison de nouveaux contrats de location du point de vente de l'Aéroport de Venise, du point de vente de Shanghai, de la hausse des loyers du point de vente de Hong Kong et de l'usine en Chine.

Charges de personnel

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Salaires et appointements	7.311	6.741
Charges sociales	1.051	1.119
Indemnités de fin de contrat	206	169
Frais de retraite	1	2
Total charges de personnel	8.570	8.031

Comme nous l'avons déjà précisé, à la suite de l'application de la norme comptable « IAS 19 révisée », les données de l'exercice précédent, publiées en leur temps, ont été retraitées afin de les uniformiser aux données actuelles.

Les charges de personnel passent de 8 031 milliers d'euros en 2012 à 8 570 milliers d'euros en 2013, en augmentation de 539 milliers d'euros, soit 6,71 %. Cette augmentation est due principalement à l'effet combiné de l'augmentation de l'effectif total qui est passé d'un chiffre moyen de 1 493 personnes en 2012 à 1 517 personnes lors de l'exercice en cours (+ 1,61 %), des

hausse contractuelle prévue par la Convention collective de branche en Italie et de l'augmentation des salaires minima en Chine, qui a eu lieu le 1^{er} mars 2013 ;

Effectif

Effectif	30/06/2013	30/06/2012
Dirigeants	7	7
Employés	209	181
Ouvriers	1.436	1.386
Total	1.652	1.574
Nombre moyen de l'exercice	1.517	1.493

Autres provisions et autres charges

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Pertes sur exercices antérieurs	18	34
Moins-values nettes provenant de la vente d'immeubles, d'installations et de machines	-	8
Impôts et taxes autres que sur les bénéfices	113	171
Pertes sur créances	-	5
Provision pour dépréciation des créances	86	52
Autres provisions et autres charges d'exploitation	68	84
Total autres provisions et autres charges	285	355

Constructions internes pour frais de développement

Le Groupe a décidé de ne pas capitaliser les frais relatifs aux nouveaux projets réalisés au cours des six premiers mois de l'année car il estime qu'il n'existe pas encore une évidence claire des recettes qui en découlent. En effet, dans certains cas, les négociations commerciales sont encore en cours et, dans d'autres cas, les commandes seront acquises uniquement lors de la seconde partie de l'année. La société se réserve le droit d'évaluer en fin d'année tous les projets lancés en cours d'exercice afin de préparer une capitalisation correcte des coûts.

Amortissements

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Amortissement des immobilisations incorporelles	217	182
Amortissement des immobilisations corporelles	579	588
Total amortissements	796	770

Charges financières

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Financements et découverts en compte courant	170	185
Autres financements	2	-
Pertes de change réalisées	487	276
Pertes de change pour conversion au change de fin d'exercice	32	50
Charges financières sur avantages du personnel	33	37
Moins-values réalisées sur cession de titres	15	2
Autres charges financières	228	263
Total charges financières (sur coûts historiques)	967	812
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	79	120
Total autres charges financières	1.046	932

Les charges financières ont augmenté de 114 milliers d'euros par rapport à 2012 principalement en raison d'une augmentation des pertes de change.

Produits financiers

(montants en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Intérêts bancaires perçus	4	2
Autres intérêts perçus	1	1
Bénéfices de change réalisés	273	316
Bénéfices de change pour conversion au change de fin d'exercice	47	-
Autres produits financiers	11	8
Total des produits financiers (sur coûts historiques)	337	327
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	96	115
Total produits financiers	433	442

Les produits financiers sont conformes à ceux de l'année précédente.

25. Impôts

Les principales composantes des impôts sur les bénéfices pour les exercices clos au 30 juin 2013 et 2012 sont :

(montants en milliers d'euros)	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} sem. 2012
Compte de résultat consolidé		
<i>Impôts courants</i>		
IRES – Impôt sur le Résultat des Sociétés	68	311
IRAP-Impôt régional sur le activités productives	197	173
<i>Impôts différés</i>		
Relatifs à l'utilisation – correction d'impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables	258	257
Relatifs à la survenance et au reversement des différences temporaires	8	2
Impôts sur les bénéfices dans le compte de résultat consolidé	530	743

26. Engagements conditionnels et opérations en cours

Engagements de crédit-bail opérationnel – le Groupe en tant que bailleur

Le Groupe a établi des contrats de crédit-bail commercial pour son propre portefeuille d'investissements immobiliers, représenté par des bureaux et des constructions pour la production non utilisés directement par le Groupe. Tous les crédits-baux incluent une clause qui permet la réévaluation du loyer sur base annuelle aux conditions du marché.

Engagements de crédit-bail opérationnel - le Groupe en tant que locataire

Le Groupe a établi des contrats de crédit-bail opérationnel pour certains immeubles, parmi lesquels certains sont à usage commercial (magasins de marque Giorgio Fedon 1919). Les locations immobilières ont une durée de vie moyenne comprise entre 1 et 6 ans, les crédits-baux entre 1 et 5 ans avec clause de reconduction. Les reconductions sont une option de chaque société qui détient les biens.

Garanties données

Aucune garantie n'a été donnée à des tiers par la société mère ou par les autres sociétés du Groupe.

Garanties reçues

La société mère bénéficie d'une garantie de 500 milliers d'euros de l'actionnaire de référence afin de garantir l'opération de *sale and lease back* conclue en février 2009.

Le Groupe ne présente aucun passif significatif qui ne soit pas couvert par des provisions adéquates.

27. *Bénéfice par action*

Le résultat et le nombre d'actions utilisées pour le calcul du bénéfice par action base et dilué, déterminés selon la méthode prévue par la norme IAS 33, sont exposés ci-après :

	30/06/2013	30/06/2012
Bénéfice (perte) distribuable aux actionnaires ordinaires découlant de la gestion des actifs d'exploitation	1.091	1.039
Bénéfice (perte) net(te) distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère à titre de bénéfice dilué par action	1.091	1.039
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires comprenant les actions à titre de bénéfice de base par action	1.900.000	1.900.000
Nombre d'actions propres	45.238	46.849
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (à l'exclusion des actions propres) à titre de bénéfice de base par action	1.854.762	1.853.151
Effet de la dilution :		
Bénéfice (perte) par action		
- base	0,59	0,56
-dilué	0,59	0,56

Il n'y a pas eu d'autres opérations sur les actions ordinaires ou sur de potentielles actions ordinaires entre la date de référence du rapport semestriel et sa date de rédaction.

27.1 Dividendes

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2013, la maison mère Giorgio Fedon & Figli S.p.A. a distribué des dividendes pour 555 milliers d'euros, soit 0,30 euro par action. Ces dividendes ont été délibérés et payés au mois de juillet 2013.

28. *Information sur les parties liées*

Le Groupe, au cours de sa gestion courante, n'a pas encouru de rapports avec des parties liées d'un montant significatif.

De plus, les opérations font partie de la gestion courante et sont régies par les conditions de marché. Il n'y a pas d'opération à caractère atypique ou inhabituel.

Toutefois, le Groupe, conformément aux directives Consob, a veillé à élaborer et à approuver une procédure spécifique pour la gestion des opérations avec des parties liées qui est publiée sur le site internet du Groupe : www.fedongroup.com. En particulier, il faut souligner qu'après l'approbation de la procédure précitée, aucune opération ayant la nature prévue par ladite procédure n'a vu le jour.

Rémunération des administrateurs

(montants en milliers d'euros)		30/06/2013	30/06/2012
Fedon Callisto	Président et administrateur délégué	285	210
Fedon Italo	Administrateur	12	12
Fedon Piergiorgio	Administrateur	12	12
Da Col Angelo	Administrateur	12	12
Andretta Franco	Administrateur	12	12
Fedon Flora	Administratrice	2	
Fullin Stefania	Administratrice	2	
Total rémunération des administrateurs		337	258

Enfin, les informations sur les participations détenues par les membres des organes d'administration, dans la Société même, sont fournies ci-après :

Nom et Prénom	Société	Nombre d'actions détenues à la fin de l'exercice précédent	Nombre d'actions détenues au 30 juin 2013
Fedon Callisto	Giorgio Fedon SpA	477.274	477.274
Fedon Italo	Giorgio Fedon SpA	155.594	155.594
Fedon Piergiorgio	Giorgio Fedon SpA	246.854	246.854
Da Col Angelo	Giorgio Fedon SpA	31.563	31.563
Fedon Flora	Giorgio Fedon SpA	-	86.773
Total		911.285	998.058

Il s'agit d'actions détenues par les administrateurs, à la fois directement et par l'intermédiaire de sociétés fiduciaires.

29. Instruments financiers

Juste valeur

Le tableau suivant présente une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur par catégorie de tous les instruments financiers du Groupe inscrits au bilan à une valeur différente de la juste valeur, y compris ceux classés comme opérations destinées à être cédées.

(montants en milliers d'euros)	Valeur comptable 30/06/2013	Valeur comptable 31/12/2012	Juste valeur 30/06/2013	Juste valeur 31/12/2012
Actifs financiers :				
Liquidités	4.038	2.760	4.038	2.760
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	421	370	421	370
Autres actifs financiers (à long terme)	386	384	386	384
Total actifs financiers :	4.846	3.513	4.846	3.513
Passifs financiers :				
Découverts bancaires	5.952	5.735	5.952	5.735
Financements à taux variable	1.514	1.889	1.514	1.889
Financements à taux fixe	216	216	216	216
Financements pour biens en crédit-bail	2.580	2.670	2.580	2.670
Autres financements	506	505	506	506
Total passifs financiers	10.767	11.016	10.767	11.016

La juste valeur des financements a été calculée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux d'intérêt en vigueur.

Les dépôts bancaires à court terme sont rémunérés à un taux variable basé sur les taux quotidiens appliqués aux dépôts bancaires. Par conséquent, la juste valeur correspondante est équivalente à la valeur nominale.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction a été déterminée sur la base des cotations des titres sur le marché à la date du 30 juin 2013.

Instruments financiers

L'excédent de liquidités a été investi dans des instruments financiers de type traditionnel comme les actions et les obligations à court et moyen terme et de façon très défensive.

Afin de gérer le risque de taux d'intérêt, la société mère a stipulé, en date du 10 novembre 2006, un instrument dérivé de type swap de taux d'intérêt qui prévoyait la transformation de l'indexation de la dette du taux variable à un taux fixe de 4,06 % pour toute la durée du contrat. Il s'agit d'un instrument dérivé de type IRS variable d'un montant nominal de 4 000 milliers d'euros, expirant au plus tard le 10 novembre 2013. Au cours de l'exercice 2008, cet instrument a été remanié avec un Collar avec Floor Knock-in à amortissement, dont l'objectif est de neutraliser davantage les effets des variations futures du paramètre variable.

Ce dérivé possède toutes les caractéristiques d'un instrument de couverture du risque de taux d'intérêt, expressément lié à un financement et à son tableau d'amortissement et, en tant que tel, sa juste valeur, équivalant à 4 mille euros, a été inscrite dans les capitaux propres.

De la même manière, au cours de l'année 2009, la société mère a mis en place un instrument dérivé IRS multiphase pour un montant nominal de 3 000 milliers d'euros, expirant au plus tard le 30

octobre 2013. Ce contrat, destiné à couvrir les variations du taux d'intérêt, se réfère à l'opération de lease back immobilier qui s'est conclue en février 2009 pour un montant équivalent. Donc, cet instrument financier possède lui aussi toutes les caractéristiques d'un instrument de couverture du risque de taux d'intérêt, expressément lié à un financement et à son tableau d'amortissement et, en tant que tel, sa juste valeur équivalant à 60 milliers d'euros a été inscrite dans les capitaux propres.

Ainsi, la valeur totale de la réserve de couverture des flux de trésorerie au 30 juin 2013 s'élève à 64 mille euros. Les effets fiscaux de ces postes sont repris au compte de résultat.

30. Opérations significatives non récurrentes, atypiques et/ou inhabituelles

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2013, le Groupe n'a pas mis en place des opérations significatives non récurrentes, atypiques et/ou inhabituelles conformément à la communication Consob du 28 juillet 2006.

31. Événements significatifs survenus après la clôture de l'exercice

Après la date de clôture du bilan au 30 juin 2013, aucun fait marquant pouvant avoir un impact sur la situation patrimoniale et économique mentionnée dans le rapport annuel consolidé clôturé à cette même date ne s'est produit.

Attestation relative aux états financiers semestriels consolidés condensés en vertu de l'art. 154 bis, alinéa 5, du décret-loi n° 58 du 24 février 1998

1. Les soussignés, Callisto Fedon, en sa qualité de président et administrateur délégué, et Caterina De Bernardo, en sa qualité de dirigeante chargée de la rédaction des documents comptables de la société Giorgio Fedon & Figli S.p.A., attestent, conformément aux dispositions de l'art. 154-bis, alinéas 3 et 4 du décret-loi n° 58 du 24 février 1998, de :
 - la conformité relativement aux caractéristiques de la société et
 - l'application effective des procédures administratives et comptables pour la formation des états financiers semestriels consolidés condensés, au cours du premier semestre de l'année 2013.

2. Nous attestons également que :
 - 2.1 Les états financiers semestriels consolidés condensés :
 - sont rédigés conformément aux principes comptables internationaux IAS/IFRS adoptés par l'Union européenne en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 et en particulier de la norme IAS 34 – information financière intermédiaire ;
 - correspondent aux résultats des livres et des écritures comptables ;
 - reflètent, de façon correcte et véridique, la situation patrimoniale, économique et financière de la société et de l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2013.

 - 2.2 Le rapport intermédiaire de gestion contient une analyse digne de foi des références aux événements importants qui se sont produits lors des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les états financiers semestriels consolidés condensés, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice, et des informations sur les opérations importantes avec des parties liées.

Date : 9 août 2013

Callisto Fedon

(Président et administrateur délégué)

Caterina De Bernardo

(Dirigeante chargée de la rédaction
des documents comptables de la
Société)



TRADUCTION DE LA VERSION ORIGINALE EN ITALIEN

**Rapport de la société de révision sur la révision comptable limitée
des comptes semestriels consolidés condensés**

Aux Actionnaires de
Giorgio Fedon & Figli S.p.A.

1. Nous avons effectué la révision comptable limitée des comptes semestriels consolidés condensés, formés par le bilan consolidé, le compte de résultat, le tableau de variation des capitaux propres, du tableau de financement et les notes explicatives de la société, Giorgio Fedon & Figli S.p.A et de ses filiales (Groupe Fedon) au 30 juin 2013. La responsabilité de l'établissement des comptes semestriels consolidés condensés conformément au principe comptable international applicable à l'information financière intermédiaire (IAS 34) adoptés par l'Union Européenne, appartient aux administrateurs de la société Giorgio Fedon & Figli S.p.A.. Nous sommes responsables de l'expression de notre rapport basée sur nos travaux de révision comptable limitée.
2. Notre examen a été effectué selon les critères pour la révision comptable limitée recommandés par le document n. 10867 du 31 juillet 1997 émis par la Consob. La révision comptable limitée a consisté principalement à obtenir des informations sur les postes des comptes semestriels consolidés condensés et sur l'application homogène des critères d'évaluation par le biais d'entretien avec personnes chargées de la direction de la société et à mettre en oeuvre des procédures analytiques sur les données du bilan consolidé. La révision comptable limitée ne comporte pas des procédures de révision tel que des sondage de conformité et contrôles ou procédures de validation des éléments de l'actif et du passif et a entraîné une extension du travail significativement inférieure à une révision comptable complète conformément aux normes d'audit. Par conséquent différemment des comptes consolidés, nous n'exprimons pas une opinion professionnelle de révision comptable sur les comptes semestriels consolidés condensés.

Les états financiers consolidés semestriels presentment pour fines de comparaison les données de l'année précédente et du premier semestre de l'année précédente. Comme il est expliqué dans les notes explicatives, les administrateurs ont réaffirmé certains chiffres comparatifs pour le 31 Décembre 2012 et le 30 Juin 2012, par rapport aux données présentées antérieurement par nous et soumis respectivement à un audit de vérification et à un audit de vérification limité, sur lequel nous avons publié des rapports d'audit le 4 Avril 2013 et le 10 Août 2012. Les méthodes de retraitement de l'information comparative et les informations données dans les notes explicatives, ont été examinés par nous afin d'exprimer l'opinion sur les états financier semestriels consolidés clos le 30 Juin 2013.

3. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies de nature à remettre en cause la conformité, dans tous les aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe Fedon au 30 juin 2013 au principe comptable international applicable pour l'information financière intermédiaire (IAS 34) adopté par l'Union Européenne.

Padoue, 9 Août 2013

Mazars S.p.A.

Stefano Bianchi
Associé

MAZARS SPA
PIAZZA ZANELLATO, 5 - 35131 PADOVA
TEL: +39 049 780 09 99 - FAX: +39 049 807 79 36 - www.mazars.it

SPA - CAPITALE SOCIALE DELIBERATO € 3.500.000,00, SOTTOSCRITTO E VERSATO € 2.003.000,00 - Sede LEGALE: C.so DI PORTA VIGENTINA, 35 - 20122 MILANO

REA N. 1059307 - REG. IMP. MILANO E COD. FISC. N. 01507630489 - P. IVA 05902570158 - AUTORIZZATA AI SENSI DI L. 1986/39 - REGISTRO DEI REVISORI CONTABILI GU 60/1997
ALBO SPECIALE DELLE SOCIETÀ DI REVISIONE CON DELIBERA CONSOB N° 17.141 DEL 26/01/2010
UFFICI IN ITALIA: BOLOGNA - BRESCIA - FIRENZE - GENOVA - MILANO - NAPOLI - PADOVA - PALERMO - ROMA - TORINO

